



LES ÉLECTIONS À TAIWAN SOUS LA MENACE CHINOISE

UNE ÉLECTION DE WILLIAM LAI OUVRIRAIT UNE
FENÊTRE DE TIR POUR UNE INVASION MILITAIRE

Par Pierre CLAIRE, Directeur adjoint des études du Millénaire
William THAY, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

« Résoudre la question de Taïwan est une question qui appartient au peuple chinois. Nous continuerons à nous efforcer de rechercher une solution pacifique avec une grande sincérité mais nous ne promettons jamais de renoncer à l'usage de la force et nous nous réservons le droit de recourir à toutes options nécessaires. La réunification complète de notre pays doit être réalisée, elle le peut et elle le sera sans aucun doute. »

Ces mots, prononcés par Xi Jinping, premier secrétaire du Parti Communiste Chinois, le 16 octobre 2022 lors du XXème congrès du PCC, ont provoqué de vives inquiétudes dans la communauté internationale. Le président de la République populaire de Chine, qui ne parle pas souvent de l'île rebelle, a fait bien plus que répéter une vieille antienne du PCC et a montré que la question de Taiwan est une de ses priorités. Cette position a été renouvelée lors de la présentation de ses vœux aux Chinois pour l'année 2024 où le patron du PCC a affirmé que la Chine « sera sûrement réunifié ».

Même si la « réunification » de l'île au continent est une absurdité historique, Taiwan n'ayant jamais été administrée par la Chine Populaire, cette rhétorique a fait bondir à Washington mais surtout à Taipei. En effet, la Chine Communiste se montre de plus en plus menaçante ces derniers mois, comme si le ralentissement de l'économie chinoise expliquait ce regain autocratique et belliqueux. L'invasion n'a jamais parue aussi proche et les prochaines élections taïwanaises peuvent agir comme un déclencheur majeur.

Ces élections se tiennent à un moment clef avec l'impossibilité pour la présidente sortante, la populaire Tsai Ing-wen, de se représenter. Ainsi, un nouveau dirigeant devra faire face à une des périodes les plus tendues et incertaines de l'île, et conduira soit à un apaisement des relations de l'île avec Pékin soit à un durcissement.

L'élection pourrait difficilement conduire à un statu quo, avec trois partis qui se disputent le pouvoir. Ces élections se jouent principalement entre le Parti démocratique progressiste (DPP) ou Minjindang menée par le Vice-Président Lai Ching-te connu sous le nom de William Lai, le Kuomintang (KMT) mené le maire du nouveau Taipei Hou Yu-ih et le Parti populaire taiwanais (PPT) dirigé par Ko Wen-je. Alors que les élections se décidaient habituellement entre les deux premiers partis, le PPT a fait irruption sur la scène politique pour rendre l'élection plus qu'incertaine. Nous avons le premier parti qui est celui de la présidente sortante qui adopte des positions en faveur de l'indépendance. Tandis que les deux autres se montrent plutôt en faveur de relations plus proches avec la Chine.

Alors que nous parlons souvent de l'éventualité d'une invasion chinoise de Taiwan et l'éclatement d'un conflit global, il est nécessaire d'aborder la politique taiwanaise et de comprendre les enjeux de cette élection. Notre étude vise à expliquer les raisons d'élections historiques et capitale pour l'avenir de l'île. En effet, différents scénarios pour l'élection présidentielle et les élections législatives renforceraient de manière significative la probabilité de voir une invasion militaire de Taiwan par la Chine. Ainsi, une élection de William Lai du Parti démocratique progressiste ouvrirait une fenêtre de tir sous son mandat (2024-2028) pour une invasion militaire de l'île par Xi Jinping. De tensions entre la Chine et Taiwan pourraient également naître un conflit régional et mondial justifiant un regard assidu sur l'évolution de la politique taiwanaise.

AVANT-PROPOS	2
<i>Histoire politique de Taiwan.....</i>	5
De 1949 à 1975 : Présidence de Tchang Kaï-Chek	5
De 1975 à 1987 : Vers la démocratie	9
De 1987 à 2016	13
<i>2024, Une élection capitale</i>	18
Contexte : La présidence Tsai Ing-Wen.....	18
Les forces en présence.....	22
Le DPP ou Democratic Progressive Party.....	23
Le Kuomintang ou KMT	25
Le TPP ou Taiwan People's Party	27
L'hypothèse d'une alliance entre les partis d'opposition	29
Les derniers sondages.....	31
<i>L'inconnue chinoise.....</i>	36
Une île rebelle : Histoire des relations entre Chine et Taiwan	36
Comment les différents résultats pourraient modifier l'équation.....	41
Option 1 : La victoire totale du DPP ouvre une fenêtre d'invasion sous la présidence de William Lai.....	41
Option 2 : Victoire totale du KMT et un rapprochement entre Taiwan et la Chine.....	43
Option 3 : Victoire du DPP ou du KMT à la présidentielle, mais incomplète	44
La Chine pourrait-elle envahir Taïwan ?	46
CONCLUSION.....	60

HISTOIRE POLITIQUE DE TAIWAN

DE 1949 A 1975 : PRESIDENCE DE TCHANG KAÏ-CHEK

L'île de Taiwan a connu une période de bouleversements politiques importants entre 1949 et 1975. Après la défaite des forces nationalistes chinoises face aux communistes, le Kuomintang (KMT) a fui la Chine continentale pour s'installer à Taiwan. **Le KMT a alors instauré un régime autoritaire sur l'île, qui a été marqué par la répression politique, la censure et la corruption.** Cependant, au cours des années 1970, Taiwan a connu un processus de démocratisation, qui a conduit à la mise en place d'un système politique plus ouvert et pluraliste.

La guerre civile chinoise

Depuis sa défaite lors des guerres de l'Opium au début de la seconde moitié du XIXème siècle, l'Empire de Chine est plongé dans une situation de chaos politique. La République de Chine naît en 1912 après la chute de l'empire, mais les forces républicaines n'arrivent pas unifier le pays. De ce fait, **la Chine connaît une période trouble marquée par la domination de seigneurs de guerre locaux** qui cherchent à obtenir le pouvoir central. La guerre civile chinoise est un conflit armé qui a opposé les forces nationalistes du Kuomintang (KMT) aux forces communistes du Parti communiste chinois (PCC) entre 1927 et 1949. Elle met fin à la domination des seigneurs de guerre en faisant émerger ces deux forces politiques distinctes. La guerre a débuté après la rupture entre le KMT et le PCC, qui étaient initialement alliés dans le cadre de la révolution chinoise.

Le KMT, dirigé par Tchang Kaï-chek, était soutenu par les États-Unis et les puissances occidentales, tandis que le PCC, dirigé par Mao Zedong, était soutenu par l'Union soviétique. A partir de l'invasion de la Manchourie par le Japon en 1934, une union sacrée est décrétée entre les forces chinoises

communistes et nationalistes. La libération de la Chine de l'occupation japonaise marque le retour de la guerre civile. La guerre a pris fin le 1er octobre 1949, lorsque les forces communistes ont pris le contrôle de la Chine continentale. En effet, si les forces nationalistes disposent de l'abondance de matériel américain, les forces communistes pratiquent une stratégie de guérilla redoutable et efficace, notamment dans les campagnes chinoises. Le KMT, vaincu, a fui la Chine pour s'installer à Taiwan.

L'arrivée du KMT à Taiwan

La défaite militaire des forces nationalistes les oblige à se replier sur les îles de Taïwan et de Hainan. L'arrivée du KMT à Taiwan a marqué un tournant dans l'histoire de l'île. D'une part, la population de l'île s'accroît de 2 millions de personnes, eu égard à un exode massif de Chinois fuyant le régime communiste. D'autre part, le KMT a instauré un régime autoritaire, qui a été marqué par la répression politique, la censure et la corruption. **Le KMT a également adopté une politique de "sinification" de Taiwan, visant à assimiler la population locale à la culture chinoise continentale.**

Les moments clés de la présidence Tchang Kai-Chek :

La présidence de Tchang Kai-Chek, qui a duré de 1949 à 1975, a été marquée par plusieurs événements importants.

- 1950-1953 : la guerre de Corée

En 1950, la guerre de Corée a éclaté entre la Corée du Nord, soutenue par la Chine et l'Union soviétique, et la Corée du Sud, soutenue par les États-Unis et leurs alliés. **La guerre a eu un impact important sur Taiwan, car elle a renforcé la perception de la menace chinoise.** Ainsi les Américains ont commencé à s'intéresser à l'île avec insistance à partir de ce moment. En effet, ils ont pris conscience de l'influence de la Chine Communiste et de l'URSS sur le continent asiatique. En effet, d'une part, la Chine de Mao Zedong a pu montrer sa puissance militaire alors que la Chine sortait d'une

défaite militaire face au Japon lors de la Seconde guerre mondiale avec la perte de la Mandchourie. D'autre part, l'URSS a commencé à s'implanter sur le continent asiatique alors que la diplomatie soviétique était marquée jusqu'à la guerre contre l'Allemagne nazie par un relative isolationnisme en poursuivant la thèse de Staline du « socialisme dans un seul pays ». Alors que les Occidentaux s'étaient détournés graduellement de Tchong après 1945 et surtout après 1949 quand ils ont vu qu'il avait échoué, ils ont vu en lui un rempart contre le communisme dans la zone afin de poursuivre la logique d'endiguement entamée par Harry Truman à partir de la fin de la Seconde guerre mondiale. L'entraide militaire a donc démarré après 1953.

- 1954 : la crise du détroit de Formose

En 1954, la crise du détroit de Formose a menacé de déboucher sur un conflit entre la Chine et les États-Unis. La crise a été provoquée par une incursion de la marine chinoise dans le détroit de Formose, qui sépare Taiwan de la Chine continentale. Les États-Unis ont répondu en déployant des forces navales dans le détroit, ce qui a dissuadé la Chine d'attaquer Taiwan. Avec cet événement, les Américains ont réalisé l'importance stratégique de cette île que les Communistes avaient juré de rattacher à la Chine continentale.

Dans les années 1950, Tchong Kai-chek et Taiwan sont fortement soutenus par les États-Unis dans le contexte de la guerre froide. Taiwan devient un allié stratégique des États-Unis dans la région, et Chiang est présenté comme un rempart contre l'expansion communiste en Asie. L'île bénéficie d'une reconnaissance diplomatique significative pendant cette période.

- 1960 : le mouvement 2-28

Le 28 février 1960, une manifestation étudiante à Taipei a été réprimée dans le sang par les forces de sécurité du KMT. Le massacre du 2-28 a été un événement marquant de l'histoire de Taiwan, car il a révélé la répression politique du régime du KMT.

Au cours des années 1960, avec le rapprochement entre les États-Unis et la République populaire de Chine (RPC), **la reconnaissance diplomatique bascule vers Pékin**. En parallèle, Taiwan continue d'être vu comme un allié de choix et les Américains accélèrent le rapprochement et leur aide pour faire passer leur rapprochement avec la PRC.

- 1971 : l'exclusion de la République de Chine (Taiwan) de l'ONU

En 1971, la République de Chine (Taïwan) a été exclue de l'Organisation des Nations unies (ONU), au profit de la République populaire de Chine (RPC). Il s'agit de la résolution 2578 de l'ONU votée par une majorité de pays dont tous les pays européens à l'exception de l'Espagne qui s'abstient, l'Inde, l'URSS ou encore le Canada. Les États-Unis et quelques-uns de leurs alliés (Brésil, Arabie Saoudite, Australie, Afrique du Sud) votent contre. Cette décision a été un coup dur pour le KMT, qui a perdu son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et de son influence sur la résolution des conflits mondiaux.

Tchang Kai-chek et son gouvernement sont alors perçus comme isolés sur la scène internationale. Pour autant les Américains se mobilisent pour ne pas donner l'impression qu'ils ont choisi d'abandonner Taiwan. C'est durant cette période qu'est née l'ambiguïté stratégique et la politique des deux Chines des Américains. Les Américains vont ainsi promulguer **le Taiwan Relations Act en 1979**, qui définit les relations entre les deux depuis et promet à Taiwan une aide et une coopération importante.

La détente entre les États-Unis et la RPC sous la présidence de Richard Nixon a des répercussions sur l'image de Taiwan. Tchang Kai-chek perd progressivement son statut d'allié privilégié des États-Unis, bien que les relations informelles et économiques entre les deux continuent. Taiwan est perçue comme un acteur secondaire dans la région.

Les tendances de la vie politique de Taiwan sous Tchang Kai-chek

La vie politique de Taiwan sous Tchang Kai-chek a été marquée par plusieurs tendances importantes. Le régime de Taïwan repose sur un système de parti unique et sur la loi martiale dans le cadre d'un conflit qui se poursuit selon les autorités taïwanaises contre la Chine communiste. A ce titre, le pays crée la Ligue anti-communiste mondiale qui demeurera jusqu'à la chute de l'URSS un repère rassemblant des dictatures anti-communistes soutenues par les États-Unis en Asie, au Moyen-Orient ou encore en Amérique latine.

- La répression politique

Le régime du KMT a été marqué par une répression politique sévère. Les dissidents politiques étaient persécutés et les libertés fondamentales étaient bafouées. On parle de « terreur blanche » qui aurait visé près de 140 000 individus principalement des élites ou des intellectuels, soit proches ou sympathisants du communisme, soit contre le régime en place. A noter que la répression politique ne disparaît pas avec la mort de Tchang Kai-chek en 1975, mais se poursuit jusqu'en 1987.

- La corruption

Le régime du KMT était également corrompu. Les membres du KMT se sont enrichis aux dépens du peuple taïwanais. A ce titre, la ligue anti-communiste mondiale a été critiquée à partir de la démocratisation du régime à la fin des années 1980 comme un instrument visant à entretenir une partie de la caste politique retraitée taïwanaise.

- La sinification

Le KMT a mené une politique de sinification de Taiwan, visant à assimiler la population locale à la culture chinoise continentale.

DE 1975 A 1987 : VERS LA DEMOCRATIE

1975 : Mort de Chiang Kai-shek

La mort de Tchang Kai-shek, le fondateur de la République de Chine, en 1975, a ouvert la voie à un certain assouplissement du régime. Son fils, Tchang Ching-kuo, a succédé à son père et a commencé à mettre en œuvre des réformes politiques. Il était plus modéré que son père et surtout, il était conscient que le régime taïwanais ne pouvait pas prospérer dans l'état. Le résultat principal est que la République Populaire de Chine est vue comme un régime plus ouvert et démocratique, ce qui améliore sa perception à l'étranger, une tendance qui s'accroît avec l'ouverture de la Chine au monde entier avec les mesures de Deng Xiao Ping.

1978 : Reconnaissance de la République populaire de Chine par les États-Unis

En 1978, **les États-Unis ont reconnu la République populaire de Chine comme le seul gouvernement légitime de Chine**, 7 ans après le vote de la résolution 2578 de l'ONU. Cette décision a eu un impact majeur sur la politique de Taiwan, qui s'est retrouvé isolé sur la scène internationale,

1986 : Fondation du Parti démocratique progressiste

En 1986, le Parti démocratique progressiste (DPP) a été fondé. **Le DPP est un parti d'opposition qui prône l'indépendance de Taiwan**. Ce parti sera appelé à jouer un rôle central dans la vie politique de Taiwan.

1987 : Abolition de la loi martiale

En 1987, Tchang Ching-kuo a aboli la loi martiale, qui était en vigueur depuis 1949. Cette décision a marqué une étape importante dans la démocratisation de Taiwan.

Les personnes importantes de cette période de démocratisation :

- Tchang Ching-kuo

Tchang Ching-kuo était le fils de Tchang Kai-chek et le dirigeant de l'île de Taiwan de 1975 à 1988. Il était un homme plus progressiste que son père et a commencé à mettre en œuvre des réformes politiques. Malgré cela, il était opposé à tout contact et toute négociation avec la Chine Communiste.

- Lee Teng-hui

Lee Teng-hui était le premier président de Taiwan élu au suffrage universel direct. Il était un homme modéré qui a poursuivi le processus de démocratisation de l'île.

Les tendances :

- La croissance du mouvement démocratique

Dans les années 1970 et 1980, le mouvement démocratique à Taiwan a connu une croissance importante. Le DPP a gagné en popularité et a commencé à jouer un rôle plus important dans la vie politique de l'île.

- L'ouverture du régime

Le régime de Taiwan s'est progressivement ouvert au cours de cette période. La loi martiale a été abolie, les libertés individuelles ont été renforcées et les élections ont été rendues plus libres et plus équitables.

- Les relations extérieures

La reconnaissance de la République populaire de Chine par les États-Unis en 1978 a eu un impact négatif sur les relations extérieures de Taiwan. L'île a été

isolée sur la scène internationale et a perdu son statut de membre de l'Organisation des Nations unies.

La démocratisation de Taiwan a été un processus lent et progressif, marqué par des moments importants et des figures clés. Ce processus a conduit à la mise en place d'un régime politique plus libre et plus ouvert, qui a permis aux habitants de Taiwan de jouir de plus de droits et de libertés.

Il est important de noter que la démocratisation de Taiwan a été un processus complexe et multifactoriel. Elle a été influencée par un certain nombre de facteurs, notamment :

1. La croissance économique de Taiwan, qui a conduit à une augmentation du niveau d'éducation et de la classe moyenne. Taiwan fait partie des dragons asiatiques, qui ont connu une forte croissance depuis les années 1950. Cette croissance économique additionnée à la démocratisation, venue du KMT, ont permis au parti historique de rester dans le jeu démocratique et politique de Taiwan et de bénéficier d'une bonne image. Alors que nous sommes habitués en Europe de voir les anciens dictateurs remis en cause et trainés dans la boue après la démocratisation, ce n'est pas le cas à Taiwan.
2. **L'influence des mouvements démocratiques dans d'autres pays**, notamment en Europe et en Amérique alors que l'action de Tchang avait pu être décriée par les manquements aux droits de l'Homme. Avec l'ouverture économique, la vie politique à Taiwan a été influencée par les influences occidentales. Ainsi, la démocratisation était obligatoire, sans cela l'avenir du KMT aurait été menacé. Ce phénomène a aussi pu être observé en Corée du Sud où le régime de Park était très dur, ou à Singapour.

DE 1987 A 2016

L'année 1987 marque une étape importante dans la vie politique de Taiwan. **La loi martiale, en vigueur depuis 1949, est abolie, permettant l'émergence d'un système politique plus ouvert et plus démocratique.** Cette transition démocratique est un processus lent et progressif, marqué par des moments importants et des figures clés.

Les moments clés :

- 1987 : Abolition de la loi martiale

L'abolition de la loi martiale en 1987 est une étape importante dans la démocratisation de Taiwan. **Elle permet la libération des prisonniers politiques, la levée des restrictions sur la liberté d'expression et l'organisation de manifestations publiques.** De plus, les visites familiales vers le continent sont autorisées de nouveau.

- 1988 : Mort de Tchang Ching-kuo

La mort de Tchang Ching-kuo en 1988 marque la fin de la dynastie des Tchang à la tête de Taiwan. Lee Teng-hui, le vice-président, lui succède. Lee Teng-hui est un homme plus progressiste que ses prédécesseurs et est favorable à la démocratisation.

- 1990 : Émeutes du 20 mai

Les émeutes du 20 mai 1990 sont une manifestation de la montée du mouvement démocratique à Taiwan. Des milliers de personnes manifestent à Taipei pour demander la réforme du système politique et la reconnaissance de l'identité taiwanaise.

- 1991 : Fin de l'état de guerre avec la Chine

En 1991, **le gouvernement de Taiwan met fin à l'état de guerre avec la Chine continentale**. Cette décision est un signe de la volonté de Taiwan de se rapprocher de la communauté internationale.

- 1996 : Premières élections présidentielles directes

En 1996, Taiwan organise ses premières élections présidentielles directes. Lee Teng-hui est élu président, devenant le premier chef d'État élu au suffrage universel direct.

- 2000 : Victoire du DPP

En 2000, le Parti démocratique progressiste (DPP) remporte les élections présidentielles et législatives. Chen Shui-bian, le candidat du DPP, devient le premier président de Taiwan élu sans l'appui du Kuomintang (KMT). Cette alternance montre que beaucoup de choses ont changé à Taiwan et qu'un travail exceptionnel a été fait concernant la démocratisation. Il est à noter que ce parti prône encore l'indépendance de l'île vis-à-vis de la Chine, préfigurant des difficultés avec la Chine qui émerge en tant que puissance politique mondiale au début des années 2000.

- 2008 : Retour du KMT au pouvoir

En 2008, le KMT remporte les élections présidentielles et législatives. **Ma Ying-jeou, le candidat du KMT, devient le président de Taiwan.** Le KMT de Ma était bien différent de celui de Tchang et a commencé à imposer une collaboration économique et une ouverture vers la Chine Continentale, marquant une première rupture avec ses prédécesseurs du DPP comme du KMT.

Sous la présidence Ma Ying-jeou, cette politique de rapprochement économique avec la Chine continentale est bien accueillie par les Occidentaux. Taiwan est perçue comme un acteur économique

pragmatique dans la région, participant à la stabilité économique en Asie de l'Est.

- 2014 : Mouvement Tournesol des étudiants

Le mouvement tournesol, également connu sous le nom de la Révolution des Tournesols, fut **un vaste mouvement de protestation étudiant et citoyen qui a éclaté à Taiwan en 2014** en réaction à la ratification précipitée d'un accord commercial avec la Chine. Il a abouti à une occupation du Yuan Législatif (Parlement). Les manifestants, rejoint par d'autres manifestants, demandaient plus de transparence, une ré-examen du texte de loi, et des garanties sur la souveraineté de Taiwan.

Face à la pression publique, **le gouvernement a accepté de retarder indéfiniment la ratification de l'accord commercial et de mettre en place des mécanismes de surveillance plus transparents pour les futurs accords avec la Chine.** Cependant, certaines questions fondamentales, telles que la question de la souveraineté, sont restées sans réponse.

Ce mouvement a laissé des traces, surtout concernant la prise de conscience de la fierté nationale. Cela a joué dans l'élection du DPP et de Tsai Ing-wen en 2016. Les préoccupations soulevées par le mouvement continuent également d'influencer les relations entre Taiwan et la Chine.

Les personnes importantes

- Lee Teng-hui

Lee Teng-hui était le président de Taiwan de 1988 à 2000. Il était un homme modéré qui a poursuivi le processus de démocratisation de l'île.

- Chen Shui-bian

Chen Shui-bian était le président de Taiwan de 2000 à 2008. Il était un homme indépendantiste qui a défendu l'identité taiwanaise.

- Ma Ying-jeou

Ma Ying-jeou était le président de Taiwan de 2008 à 2016. Il était un homme modéré qui a poursuivi le rapprochement avec la Chine continentale.

Les tendances :

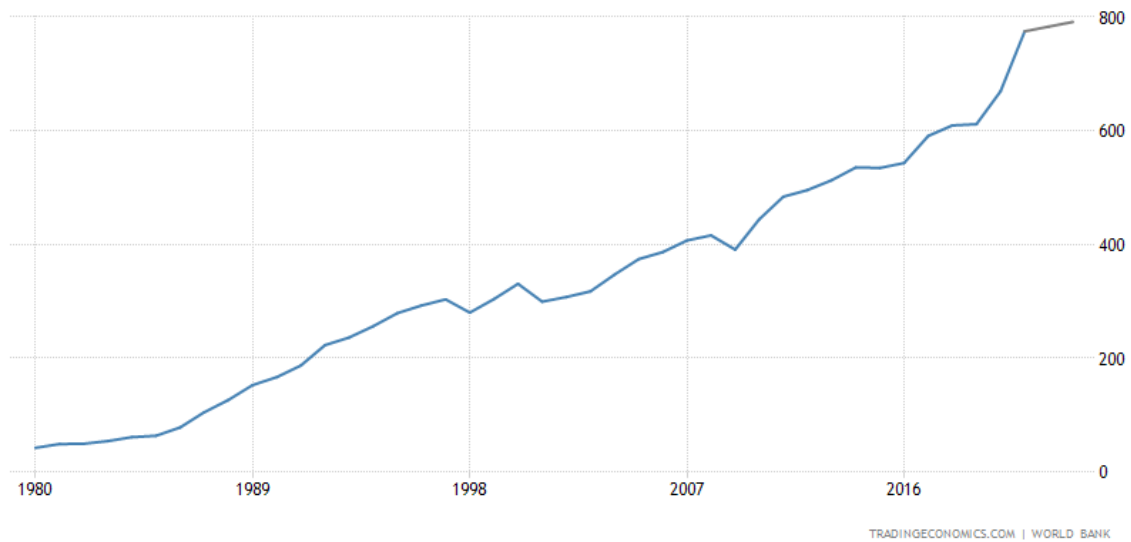
- La consolidation de la démocratie

La démocratisation de Taiwan est un processus qui s'est accéléré au cours des dernières décennies. Les élections sont libres et équitables, les libertés individuelles sont respectées et le gouvernement est responsable devant le peuple.

- L'affirmation de l'identité taiwanaise

La question de l'identité taiwanaise est devenue de plus en plus importante au cours des dernières décennies. Les habitants de Taiwan se sentent de plus en plus différents et veulent défendre cette spécificité taiwanaise. Surtout, les événements à Hong Kong avec la tentative de la Chine Communiste de nier les aspirations démocratiques et de revenir sur les acquis a laissé des traces. Les Taiwanais ne veulent pas subir le même sort, ce qui les pousse à davantage rejeter la Chine et voir d'un mauvais œil tout rapprochement avec le Continent. Cette tendance, met un frein majeur aux aspirations du PCC Chinois qui s'était converti à l'option de rapprochement pacifique dès la fin des années 1970. L'option d'une invasion a donc pris de l'ampleur dans certains cercles à Pékin car il semblait illusoire de voir un rapprochement se faire naturellement.

- L'émergence économique de Taïwan :



Evolution du PIB de Taïwan (1980-2020)

Taïwan poursuit à partir des années 1980 la stratégie d'extraversion économique sur le modèle japonais. Cela se traduit par un succès économique : **le PIB de Taïwan a été multiplié par 15 en l'espace de 40 ans.** Ainsi, le pays devient un des dragons asiatiques et s'impose dans les chaînes de valeur internationale.

2024, UNE ELECTION CAPITALE

CONTEXTE : LA PRESIDENCE TSAI ING-WEN

Lorsque Tsai Ing-wen est élue présidente de Taïwan en janvier 2016, elle arrive à la tête d'un pays confronté à une double menace : **celle de la Chine populaire, qui revendique l'île comme une province rebelle, et celle de la montée du populisme et du nationalisme en Asie de l'Est.**

Sur le plan national, Taïwan est en pleine période de transition. Le Parti démocrate progressiste (DPP), qui a remporté les élections présidentielles et législatives de 2016, est un parti pro-démocratie et pro-indépendance. **Il prône une politique de confrontation avec la Chine populaire,** alors que le Kuomintang (KMT), qui a gouverné Taïwan de 2008 à 2016, prônait une politique de rapprochement avec Pékin, ce qui était en rupture avec les vues de Tchang, père ou fils.

Sur le plan international, **la montée en puissance de la Chine populaire suscite l'inquiétude de la plupart des pays de la région.** Les États-Unis, en particulier, sont de plus en plus préoccupés par l'ambition de la Chine de devenir la première puissance mondiale. Après l'énonciation du pivot asiatique par Barack Obama, la zone indopacifique a joué un rôle de plus en plus important dans la politique américaine. Taïwan a ainsi été vu comme la pierre angulaire de ce système, ce qui explique que tous les regards ont été dirigés vers cette zone. Le contrôle du détroit de Formose a été vu comme essentiel, c'est pourquoi le soutien de l'île rebelle et de sa présidente a été fort. Taïwan est vue comme le dernier rempart contre l'influence de la Chine en mer de Chine du Sud, ainsi tous les éléments ont été réunis pour faire de la présidence Tsai un moment important.

Moments clés :

- 2016 : élection de Tsai Ing-wen

Tsai Ing-wen est élue présidente de Taïwan le 16 janvier 2016 avec 56,1 % des voix. Elle devient la première femme à accéder à cette fonction. Sa victoire est une surprise pour beaucoup d'observateurs, qui pensaient que le KMT, parti traditionnellement dominant, allait l'emporter.

- 2016-2017 : tensions avec la Chine populaire

L'élection de Tsai Ing-wen suscite une vive réaction de la Chine populaire. **Pékin considère que sa victoire est une provocation et annonce une série de mesures punitives contre Taïwan.** Ces mesures comprennent notamment le renforcement de la présence militaire chinoise dans la région et la suspension des échanges entre les deux parties. De plus, Pékin use de son influence dans la zone Indopacifique pour miner les relations de Taïwan avec les autres pays de la région, notamment ceux de l'ASEAN (Indonésie, Thaïlande, Vietnam, etc.).

- 2017 : Arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis est une bouffée d'oxygène pour Taïwan. **Le nouveau président américain est en effet un fervent partisan de l'indépendance de l'île.** Il annonce notamment que les États-Unis vont vendre des armes à Taïwan et qu'ils vont renforcer leur présence militaire dans la région.

- 2018 : victoire du DPP aux législatives

Le DPP remporte les élections législatives de novembre 2018 avec 68 des 113 sièges du Yuan législatif. Cette victoire renforce la position de Tsai Ing-wen et lui donne une majorité confortable pour gouverner.

- 2019 : manifestations à Hong Kong

Les manifestations à Hong Kong en 2019-2020 ont un impact important sur la politique de Taïwan. Ces manifestations, qui sont dirigées contre le gouvernement chinois, renforcent l'attachement des Taïwanais à leur indépendance. En effet, les Taïwanais ne veulent pas connaître le même sort que les Hong-Kongais, ce qui fait dire qu'un changement d'envergure a eu lieu dans les mentalités à Taiwan. A ce titre, la question de Hong-Kong renforce l'hostilité des Taïwanais à l'encontre de la doctrine chinoise de « un pays, deux systèmes ».

- 2020 : réélection de Tsai Ing-wen

Tsai Ing-wen est réélue présidente de Taïwan le 11 janvier 2020 avec 57,1 % des voix. Sa réélection est une nouvelle défaite pour la Chine populaire, qui avait misé sur la défaite du DPP. De plus, elle conserve une majorité au Yuan Législatif, autre coup dur pour la République Populaire de Chine qui voit s'éloigner la possibilité d'un rattachement pacifique.

- 2021 : loi sur la sécurité nationale

La Chine populaire adopte une loi sur la sécurité nationale pour Hong Kong en juin 2021. Cette loi est largement critiquée par la communauté internationale, qui la considère comme une atteinte aux libertés fondamentales à Hong Kong. Taïwan, qui est également menacée par la Chine populaire, adopte une loi sur la sécurité nationale en août 2021. Cela peut être vu comme une réponse à la politique chinoise, alors que la peur monte sur l'île...

- 2022-2023 : tensions croissantes

Les tensions entre Taïwan et la Chine populaire continuent de croître en 2022 et 2023. Pékin intensifie ses incursions aériennes et maritimes dans la région de Taïwan. Taïwan, de son côté, renforce ses capacités militaires. Tout

cela se fait sous le regard des États-Unis, qui se montrent bienveillants vis-à-vis de Taïwan alors qu'ils assurent vouloir intervenir militairement en cas d'invasion chinoise...

Tendances :

La présidence de Tsai Ing-wen a été marquée par une intensification des tensions entre Taïwan et la Chine populaire. Ces tensions sont dues à plusieurs facteurs, notamment : la montée en puissance de la Chine populaire, qui revendique l'île comme sa 23^e province rebelle (1), le rejet de la politique de rapprochement avec la Chine populaire par le DPP (2), et par une plus grande part de la population locale sont des facteurs marquants de la présidence Tsai (3).

Évaluation :

La **présidence de Tsai Ing-wen a été une période de transition importante pour Taïwan**. Elle a marqué une rupture avec la politique de rapprochement avec la Chine populaire prônée par le KMT. Cette rupture a entraîné une intensification des tensions avec la Chine populaire, mais elle a également renforcé l'attachement des Taïwanais à leur indépendance. Tsai Ing-wen a également réussi à consolider la démocratie à Taïwan. Elle a notamment renforcé les droits des minorités et la protection de l'environnement.

Sur le plan international, **Tsai Ing-wen a réussi à renforcer les liens entre Taïwan et les États-Unis**. Elle a également obtenu le soutien de plusieurs pays européens et d'autres pays d'Asie.

En conclusion, la présidence de Tsai Ing-wen a été une période importante pour Taïwan. Elle a marqué une rupture avec le passé et a ouvert la voie à un nouveau chapitre de l'histoire de l'île.

Perspectives :

Les tensions entre Taïwan et la Chine populaire sont susceptibles de se poursuivre à l'avenir. La République populaire de Chine n'a pas renoncé à sa revendication sur Taïwan et elle pourrait tenter d'utiliser la force pour annexer l'île. Taïwan, de son côté, continuera à renforcer ses capacités militaires pour se défendre. L'île cherche également à obtenir un soutien militaire plus important des États-Unis et d'autres pays alliés. La situation à Taïwan est donc incertaine et pourrait évoluer rapidement. Les prochaines années seront déterminantes pour l'avenir de l'île.

Après 2 mandats, Tsai Ing-wen ne peut pas se représenter à l'élection du 13 janvier, ce qui ajoute à l'instabilité et nous pouvons nous poser de nombreuses questions. Il sera en effet difficile de passer après Tsai, présidente populaire et charismatique. Selon les choix formulés lors de l'élection présidentielle et des élections législatives, l'avenir de l'île et de la zone pourrait varier énormément.

LES FORCES EN PRESENCE

Lors de la prochaine élection, quatre hommes seront opposés pour succéder à Tsai Ing-Wen. Ils sont William Lai (DPP), Hou Yu-Ih (KMT) et Ko Wen-Je (TPP). Terry Gou, fondateur de Foxconn qui s'était présenté à la primaire du KMT a voulu se présenter comme candidat indépendant, mais il a dû renoncer.

Le même jour que l'élection présidentielle se joueront les élections législatives pour déterminer qui seront les 113 nouveaux membres du Yuan Législatif (Parlement). Cette élection est tout aussi importante et avec l'émergence du nouveau parti TPP, il devrait y avoir un changement important à Taiwan, habituée au bipartisme. Le Yuan législatif est contrôlé par le DPP de Tsai Ing-Wen et qu'importe le résultat final, il est certain qu'aucun parti n'aura la majorité au Parlement. Ainsi la prochaine période de 4 ans à Taiwan sera marquée par la modération, avec une discussion

politique importante. Ainsi il est probable que nous n'ayons pas une politique aussi dure lors de la prochaine législature (opposition avec la République Populaire de Chine ou rapprochement sans condition).

Historiquement le Yuan Législatif n'a jamais joué un rôle capital, mais tout cela pourrait changer avec les prochaines élections. Les cartes pourraient être rebattues, mais il existe encore de nombreuses inconnues.

Le DPP ou Democratic Progressive Party

Le Parti démocrate progressiste (DPP) est un parti politique taïwanais fondé en 1986. Il est le principal parti d'opposition au Parti nationaliste chinois (KMT), qui a gouverné Taïwan pendant la majeure partie de son histoire. Le DPP est un parti social-démocrate et pro-démocratie. Il prône l'indépendance de Taïwan et le renforcement de la démocratie et des droits de l'homme sur l'île.

Politique et programme du DPP

Sur le plan intérieur, le DPP s'est engagé à consolider la démocratie à Taïwan. Il a notamment mis en œuvre des réformes visant à renforcer les droits des minorités, à protéger l'environnement et à améliorer la justice sociale.

Sur le plan économique, le DPP prône une politique de croissance équitable. Il s'est engagé à réduire les inégalités sociales et à promouvoir le développement durable.

Sur le plan international, le DPP s'est attaché à renforcer les liens entre Taïwan et les États-Unis. Il a également obtenu le soutien de plusieurs pays européens et d'autres pays d'Asie.

Le DPP dans la campagne présidentielle de 2024

Le DPP a remporté les élections présidentielles et législatives de 2016 et 2020. Il a donc la possibilité de rester au pouvoir pour un troisième mandat en 2024.

Le DPP a lancé sa campagne présidentielle en 2023 avec un discours axé sur l'unité nationale et la défense de l'indépendance de Taïwan. Le parti a également promis de renforcer l'économie et de lutter contre les inégalités sociales.

La vision du DPP :

Le DPP a une vision de Taïwan comme une nation libre et démocratique. Le parti s'engage à protéger l'indépendance de Taïwan et à promouvoir le développement économique et social de l'île.

Le DPP croit que Taïwan peut jouer un rôle important sur la scène internationale. Le parti s'engage à renforcer les liens entre Taïwan et les autres pays démocratiques du monde.

Candidat en 2024 :

Le candidat du DPP est William Lai, actuel vice-président de la présidente Tsai Ing-wen. Il a d'ailleurs placé sa candidature sous son patronage, en déclarant que voter pour lui serait comme voter pour Tsai pour une troisième fois.

Lai a commencé sa carrière politique en tant que militant du DPP. Il a été élu à l'Assemblée nationale de Taïwan en 1992 et au Yuan législatif en 1995.

En 2000, Lai a été nommé ministre des Affaires étrangères par le président Chen Shui-bian. Il a occupé ce poste pendant quatre ans.

En 2016, Lai a été nommé vice-président par la présidente Tsai Ing-wen. Il a été réélu en 2020.

Lai est un politicien expérimenté et respecté. Il est un défenseur de la démocratie et de l'indépendance de Taïwan.

Le DPP est un parti important dans la politique taïwanaise. Il a une vision claire de l'avenir de Taïwan comme une nation libre et démocratique.

William Lai bénéficie de son statut de vice-président de la populaire Tsai Ing-wen et apparaît comme son héritier. Pour autant il n'est pas aussi populaire qu'elle et cela explique qu'il ne provoque par l'ire des électeurs taïwanais. Il est vu comme un pis-aller, alors que le ressentiment envers le KMT et sa politique de rapprochement avec Pékin peut effrayer...

Le Kuomintang ou KMT

Le Kuomintang ou Parti nationaliste chinois (KMT) est un parti politique taïwanais fondé en 1912. Il est le principal parti d'opposition au Parti démocrate progressiste (DPP), qui est au pouvoir à Taiwan depuis 2016 (présidence et majorité absolue au Yuan Législatif).

Le KMT est un parti conservateur et pro-unification. Il prône la réunification de Taïwan avec la Chine populaire.

Politique et programme du KMT :

Sur le plan intérieur, le KMT s'est engagé à maintenir la stabilité et l'ordre à Taïwan. Il s'est également engagé à promouvoir le développement économique et social de l'île.

Sur le plan économique, le KMT prône une politique de croissance économique stable. Il s'est engagé à attirer les investissements étrangers et à créer des emplois.

Sur le plan social, le KMT prône une politique de valeurs traditionnelles. Il s'est engagé à promouvoir la famille et la religion.

Le KMT dans la campagne présidentielle de 2024 :

Le KMT a remporté les élections présidentielles et législatives de 2008 et 2012. Il a donc la possibilité de revenir au pouvoir en 2024. Depuis la démocratisation de l'île et la fin de la loi martiale, il semblait acquis que le bipartisme dominerait la vie politique taiwanaise. Le DPP et le KMT se succédant à la présidence. Ainsi après 2 mandats du DPP, on pouvait penser que le KMT pourrait revenir au pouvoir (surtout si l'on considère le problème de popularité de William Lai, qui souffre de la comparaison avec Tsai Ing-wen.

Le KMT a lancé sa campagne présidentielle en 2023 avec un discours axé sur la réunification de Taïwan avec la Chine populaire. Le parti a également promis de renforcer l'économie et de lutter contre la corruption.

La vision du KMT :

Le KMT a une vision de Taïwan comme une partie intégrante de la Chine. **Le parti s'engage à réunifier Taïwan avec la Chine populaire par la voie pacifique.**

Le KMT croit que la réunification de Taïwan avec la Chine populaire est dans l'intérêt des deux parties. Le parti s'engage à promouvoir la prospérité et la stabilité dans la région.

Hu Yu-ih

Hu Yu-ih sera le candidat du KMT pour la présidence le 13 janvier 2024. Ko a commencé sa carrière politique en tant que militant du KMT. Il a été le directeur général de l'Agence Nationale de Police de 2006 à 2008. Il est le maire de New Taipei depuis 2018.

La République Populaire de Chine a depuis longtemps choisi de soutenir le KMT pour ses vues plus conciliantes vis-à-vis du Continent. Pourtant les sondages d'opinions qui montrent un KMT moribond et de moins en moins en position de retrouver la présidence peut les inciter à changer de politique. **Plutôt que de privilégier le KMT et le rattachement pacifique, le Parti Communiste Chinois pourrait privilégier une approche plus frontale allant jusqu'à l'invasion...**

Le TPP ou Taiwan People's Party

Le Parti populaire taïwanais (TPP) est un parti politique taïwanais fondé en 2019 par Ko Wen-je, le maire de Taipei. Il est un parti centriste qui se définit comme un parti "pragmatique".

Le TPP n'a pas encore participé à des élections nationales. Il a toutefois remporté les élections municipales de Taipei en 2014, puis en 2018 avec la réélection de Ko Wen-je.

Politique et programme du TPP :

Le TPP prône une politique de développement économique et social équilibré. Il s'est engagé à promouvoir la croissance économique, à réduire les inégalités sociales et à protéger l'environnement.

Sur le plan international, le TPP prône une politique de coopération avec les pays de la région. Il s'est engagé à renforcer les liens entre Taïwan et les autres pays d'Asie.

Le TPP dans la campagne présidentielle de 2024 :

Le TPP a annoncé en 2023 sa candidature à l'élection présidentielle avec Ko Wen-je, le maire de Taipei. Ko a commencé sa carrière politique en tant que militant du KMT. Il a été élu à la mairie de Taipei en 2014 et réélu en 2018 et 2022.

Le TPP a lancé sa campagne présidentielle avec un discours axé sur le développement économique et la prospérité. Le parti a également promis de lutter contre la corruption et d'améliorer la gouvernance.

La vision du TPP :

Le TPP a une vision de Taïwan comme une nation prospère et démocratique. Le parti s'engage à promouvoir le développement économique et social de l'île et à renforcer la démocratie taïwanaise.

Le TPP croit que Taïwan peut jouer un rôle important sur la scène internationale. Le parti s'engage à renforcer les liens entre Taïwan et les autres pays du monde.

Ko Wen-je :

Ko Wen-je est le candidat du TPP. Avant cela il a été maire de Taipei et a été élu en 2014, 2018.

Ko est un politicien populaire qui est connu pour son style direct et son approche non partisane. Il est un **défenseur de la réunification de Taïwan avec la Chine populaire.**

Le TPP est un nouveau parti politique taïwanais qui a le potentiel de devenir un acteur important dans la politique nationale.

La montée du TPP dans les sondages montre que le parti centriste fera son entrée au Yuan Législatif de manière importante, ce qui pourrait chambouler la vie politique taïwanaise et l'approche vis-à-vis de la Chine Communiste.

De son entente probable avec le KMT dépendra l'avenir de l'île car son alliance avec le DPP semble peu probable.

L'hypothèse d'une alliance entre les partis d'opposition

Les scrutins taiwanais du 13 janvier prochain s'annoncent serrés entre le Parti démocratique progressiste (DPP) le Kuomintang (KMT) et le TPP. Les deux premiers partis cités sont les premiers dans les derniers sondages, et la victoire de l'un ou l'autre dépendra de l'abstention et de l'appui des électeurs indécis.

Dans ce contexte, le Parti populaire taïwanais (TPP), parti centriste relativement jeune, pourrait jouer un rôle important.

Déclarations et actions :

En novembre 2023, le KMT et le TPP ont annoncé qu'ils envisageaient de former une alliance pour les élections de 2024. Les deux partis ont déclaré qu'ils étaient prêts à travailler ensemble pour défendre des objectifs communs à savoir la reprise des relations avec la Chine, des politiques en matière d'énergie et plus de pouvoir accordé au Yuan législatif.

La proposition d'alliance a été accueillie avec scepticisme par certains observateurs, qui estiment que les deux partis ont des visions trop divergentes pour pouvoir s'entendre. William Lai a notamment décrié cette alliance comme contre nature et surtout peu cohérente. Il a toutefois déclaré être prêt à affronter un candidat unique « bleu » le cas échéant.

Résultat :

Les négociations entre le KMT et le TPP ont été longues et difficiles. Les deux partis devaient surmonter des divergences importantes sur des questions centrales, telles que la relation avec la Chine populaire. En cas de réussite des négociations, l'identité du candidat et de son colistier ne coulait pas de source. Cette rivalité qui se caractérise par une guerre d'égo rendait la négociation complexe.

Terry Gou, quatrième homme de cette élection durant un certain temps et qui avait concouru lors de la primaire du Kuomintang plus tôt dans l'année a été également convié aux discussions. En cas d'opposition unie, l'impact pouvait être plus fort et la menace grande pour le DPP.

Finalement, **les négociations ont échoué. Les deux partis ont annoncé qu'ils allaient se présenter séparément aux élections de 2024.** Le 24 novembre, date de présentation des candidatures, chaque parti a présenté son candidat, assorti de son vice-président, mettant fin aux spéculations de front uni.

Implications :

L'échec de l'alliance entre le KMT et le TPP a eu des implications importantes pour la campagne présidentielle de 2024. En effet, le président de Taiwan est élu au scrutin uninominal à un tour pour un mandat de quatre ans renouvelable une fois. Ainsi, le binôme arrivé en tête du scrutin remporte les postes de président et de vice-président même s'il n'emporte pas la majorité absolue des suffrages.

Cela signifie que le DPP et le KMT doivent se battre seuls pour la victoire (la possibilité de voir Ko élu étant faible), ce qui affaiblit les chances de succès du camp favorable à la reprise des relations avec la Chine. En conséquence, cela pourrait rendre l'élection plus serrée et plus difficile à prévoir.

Il est clair que le TPP jouera un rôle important dans la campagne présidentielle de 2024 et le jour de l'élection, probablement en étant la troisième force politique du pays. Le TPP a le potentiel d'attirer des électeurs qui sont déçus par les deux grands partis traditionnels, le PDP et le KMT.

Si tout cela se confirme, l'entrée massive du TPP au Yuan Législatif aura une grande influence sur le futur proche de l'île et il faudra compter sur ce parti qui jouera un rôle de pivot entre les deux formations politiques historiques de l'île. En effet, aucun parti ne semble en mesure de recueillir 50% des voix

aux Yuan Législatif, ce qui pourrait impliquer plus de discussions et de compromis en politique.

Jusqu'à aujourd'hui, la vie politique taïwanaise était marquée par le bipartisme, un parti ayant les pleins pouvoirs et pouvant imposer sa vision. Pour autant ce changement démocratique pourrait rebattre les cartes, et surtout quand il s'agit de la relation avec la Chine Communiste.

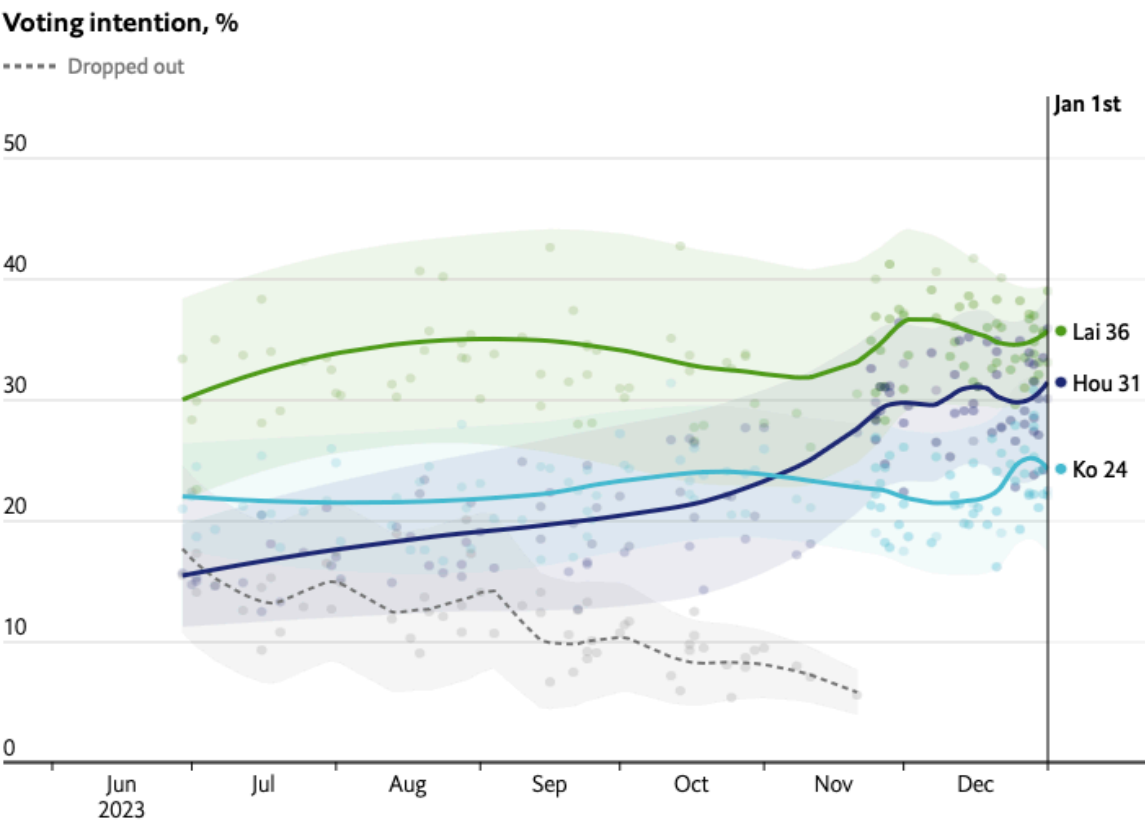
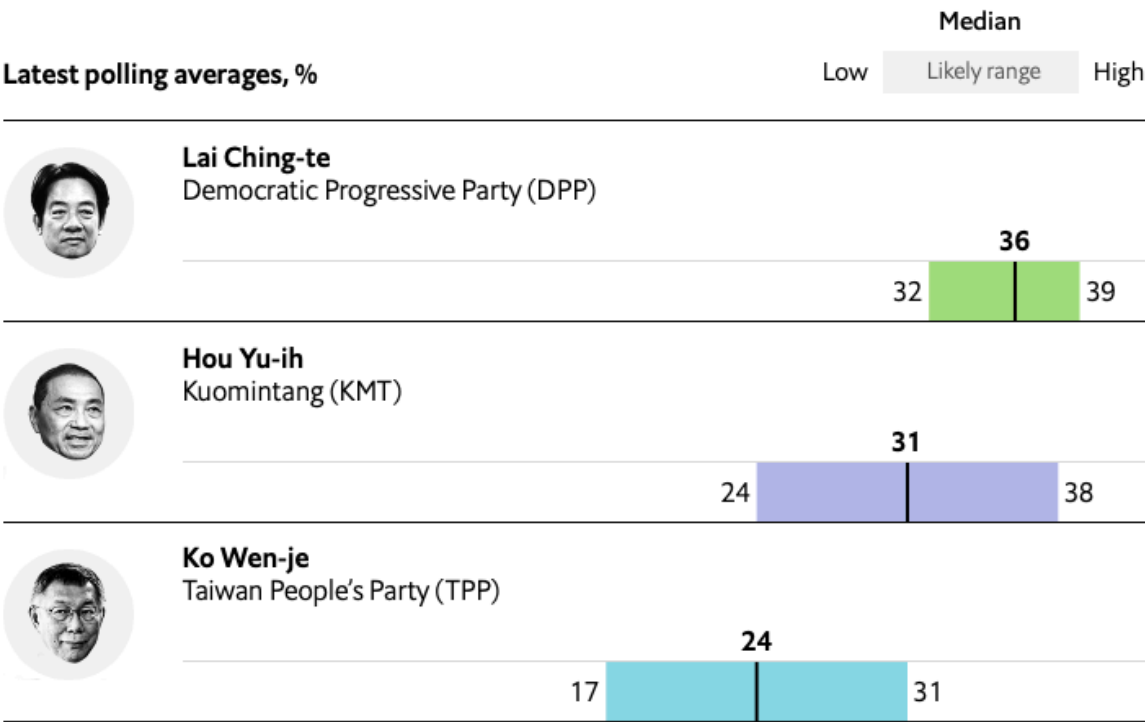
L'échec de l'alliance entre le KMT et le TPP est une surprise pour beaucoup d'observateurs, en raison de leur position proche sur la reprise des relations avec la Chine. Cependant, il est important de noter que les deux partis ont des visions différentes de l'avenir de Taïwan. Il était donc difficile de voir comment ils auraient pu s'entendre sur une plateforme commune.

L'échec de l'alliance laisse la campagne présidentielle de 2024 plus ouverte que jamais. Le DPP et le KMT vont devoir se battre seuls pour la victoire, et le TPP pourrait jouer un rôle important dans l'issue de l'élection.

LES DERNIERS SONDAGES

La campagne présidentielle et législatives taïwanaise de 2024 s'annonce comme un affrontement serré entre le DPP au pouvoir et le KMT. **Les deux partis sont au coude à coude dans les sondages (avec un léger avantage pour William Lai depuis juin)**, et la victoire de l'un ou l'autre dépendra de l'abstention et de l'appui des électeurs indécis.

Les chiffres :



Source : The Economist

Les derniers sondages publiés (il était interdit aux sondeurs de réaliser des sondages après le 1er janvier), à savoir ceux de UDN, TVBS Mirror Today et ETtoday¹ donnaient **un léger avantage à William Lai dans la course présidentielle (38,9% contre 35,5%)**. Le candidat du TPP, Ko-Wu serait relégué à 22,4%.

À chaque enquête durant l'année, l'avance moyenne de William Lai était inférieure à 5 points, l'un des sondages les donnant même à égalité. **Ainsi l'incertitude a dominé dans ces sondages et on ne peut pas en dire beaucoup sur le résultat de l'élection future, si ce n'est que le tout sera serré**². D'autres enseignements à retenir sont la distanciation de Ko, troisième homme de l'élection et surtout le haut nombre d'indécis qui approche les 10% parfois, ce qui pourrait jouer un grand rôle dans le résultat final.

Dans la course aux législatives, le constat est le même c'est à dire une course serrée entre le KMT et le DPP. Les 2 partis recueillant un tiers des intentions de vote chacun. Le TPP est loin derrière et souffre principalement de la multiplicité des candidatures, ce qui n'est pas le cas pour la présidentielle (pour autant le TPP devrait recueillir entre 12 et 15% des voix). Il est difficile de prédire le résultat final car le système électoral étant d'une grande complexité, avec une bonification pour le premier.

Les tendances :

Les sondages montrent une tendance à la baisse du soutien au DPP. Le parti a perdu du soutien ces dernières années, en raison de la montée des tensions avec la Chine populaire et de la perception que le gouvernement n'a pas réussi à améliorer la situation économique. L'image de Lai, qui souffre de la comparaison avec Tsai, est mauvaise et joue aussi pour expliquer cette baisse.

¹ <https://www.ettoday.net/news/20240102/2655274.htm>

² <https://asia.nikkei.com/Politics/Taiwan-elections/Taiwan-presidential-race-tightens-in-final-weeks-polls-show>

Le KMT, quant à lui, a retrouvé du soutien ces dernières années. Le parti a mené une campagne efficace pour se repositionner comme le parti de la stabilité et de la prospérité. Les progrès effectués expliquent pourquoi à la veille de l'élection le KMT est de nouveau en lice pour disputer la première place.

Le rapport de force :

La campagne présidentielle de 2024 sera dominée par deux questions principales : l'indépendance de Taïwan et la relation entre Taïwan et la Chine populaire.

Le DPP défend l'indépendance de Taïwan et s'oppose à toute forme de réunification avec la Chine populaire, en d'autres termes le statu quo. Le KMT, quant à lui, prône la réunification de Taïwan avec la Chine populaire par la voie pacifique.

La **relation entre Taïwan et la Chine populaire est également un enjeu majeur de la campagne**. Le DPP a promis de maintenir une ligne dure face à la Chine populaire, tandis que le KMT a promis de rechercher une approche plus conciliante.

Les dernières déclarations :

Le candidat du **DPP, William Lai, a déclaré qu'il était déterminé à défendre l'indépendance de Taïwan et à promouvoir la démocratie sur l'île**. Se sachant en difficulté dans les sondages, il a souvent répété qu'il se plaçait en ligne droite Tsai Ing-wen, **déclarant que voter pour lui se serait comme voter une troisième fois pour Tsai**. Cette passivité et ce manque de popularité, qui l'ont obligé à se servir de l'image de Tsai, font craindre le pire aux membres de son parti...

Le candidat du KMT, Ko Wen-je, a déclaré qu'il était prêt à discuter de l'indépendance de Taïwan avec la Chine populaire, mais qu'il ne serait pas prêt à céder l'île. Des discussions ont aussi eu lieu pour discuter d'une possible alliance entre TPP et KMT, ce qui aurait permis à l'opposition de réunir hypothétiquement plus de 50% des intentions de voix.

Les sondages montrent que l'élection présidentielle de 2024 sera serrée. Le DPP et le KMT sont très proches dans les intentions de vote, et la victoire de l'un ou l'autre dépendra de l'abstention et de l'appui des électeurs indécis.

L'INCONNUE CHINOISE

UNE ILE REBELLE : HISTOIRE DES RELATIONS ENTRE CHINE ET TAIWAN

Les relations entre la Chine et Taiwan depuis 1949 ont été marquées par une histoire complexe, rythmée par des phases de tension et de détente. L'évolution de ces relations est étroitement liée aux circonstances politiques, économiques et géopolitiques de la région. En 1949, à la fin de la guerre civile chinoise, le Parti communiste chinois (PCC) dirigé par Mao Zedong émerge vainqueur, tandis que le Kuomintang (KMT) dirigé par Tchang Kai-chek se retire à Taiwan. Cela marque le début d'une division qui perdure jusqu'à nos jours.

La période initiale est marquée par une hostilité ouverte entre la Chine continentale et Taiwan. La **République populaire de Chine (RPC) revendique la souveraineté sur Taiwan**, considérant l'île comme une province rebelle. **Taiwan, de son côté, maintient l'idée d'une Chine libre et démocratique**, rejetant l'autorité du PCC. Les années qui suivent sont marquées par des tensions, avec des menaces de conflit militaire et des affrontements sporadiques.

Les années 1970 voient une transformation significative avec la normalisation des relations entre les États-Unis et la République populaire de Chine. Les États-Unis rompent leurs liens diplomatiques avec Taiwan, reconnaissant Pékin comme le seul gouvernement légitime de la Chine. En 1979, l'ambassade des États-Unis en Chine est déplacée de Taipei à Pékin et le traité d'assistance militaire en vigueur prend fin en 1980. Cependant, Washington maintient des relations informelles et commerciales avec Taiwan dans le cadre des politiques d'une Chine unique et d'ambiguïté stratégique. On peut citer le Taiwan Relations Act de 1979, qui définit des

relations diplomatiques de facto en non-officielles et contient des clauses militaires qui sont la base de la situation actuelle.

Cette période de détente relative voit également l'émergence du concept de « deux Chines », où chaque entité affirme être le gouvernement légitime de la Chine. Pour autant il faut signaler que Taiwan, sous l'influence notamment de Chiang Ching-Kuo, le fils de Chiang Kai-shek, énonce à ce moment la politique des « trois non », qui empêche toute compromission, discussion et négociation avec la Chine Communiste. Cette politique se résume par : pas de contact, pas de compromis et pas de négociation. Cependant, le détournement du Vol de la China Airlines en 1986 a mis en péril cette fermeté. En effet, après que le pilote taïwanais ait détourné l'avion pour faire défection en faveur de la RPC, Taiwan fut obligé de négocier avec la Chine Communiste à Hong-Kong, mettant un terme à la politique des « trois non ». S'en est suivi une fin de la loi martiale, avec des visites autorisées pour les citoyens taïwanais en Chine Continentale. Les Communications téléphoniques ont aussi été autorisées³.

Les années 1980 marquent un tournant majeur avec les réformes économiques en Chine continentale sous Deng Xiaoping. Taiwan, de son côté, entreprend également des réformes politiques et économiques, évoluant vers un système politique démocratique. Ces changements favorisent un certain rapprochement, marqué par des discussions informelles entre les deux côtés du détroit de Taiwan. Cependant, la question de la souveraineté reste un point de discorde fondamental.

La fin des années 1990 est une période de grande tension, notamment après le discours du président taïwanais Lee Teng-hui sur les « relations spéciales entre les deux côtés du détroit ». La Chine réagit avec fermeté, renforçant sa position et menaçant d'utiliser la force pour empêcher toute déclaration formelle d'indépendance de Taiwan. Les États-Unis interviennent en tant

³ <https://www.taipeitimes.com/News/feat/archives/2023/06/04/2003800933>

que médiateurs, appelant au dialogue pacifique et à la résolution pacifique des différends.

La troisième crise du détroit de Taiwan éclate en 1996, car la Chine était inquiète à l'idée de voir Lee réélu. Des missiles balistiques sont lancés au-dessus de Taiwan en guise d'intimidation. Bill Clinton fait envoyer sur place deux groupements tactiques de porte-avions. Mais la République Populaire de Chine, se sachant incapable de se battre contre les Américains fait marche arrière. Finalement Lee fut réélu, l'intimidation n'a eu aucun effet sur le vote pour Lee, il a même eu l'effet inverse. Les Taiwanais se sont solidarisés derrière leur président qui a obtenu plus de 50% des votes. Cet épisode fut clairement une erreur de la part de la Chine.

Au tournant du siècle, l'élection du président taïwanais Chen Shui-bian (Parti démocrate progressiste / Minjindang) en 2000 intensifie les tensions. **Chen est considéré comme un partisan de l'indépendance de facto, et ses actions alimentent les inquiétudes à Pékin.** Les exercices militaires chinois autour de Taiwan deviennent plus fréquents, et les relations entre les deux Chines atteignent un nouveau pic de tension.

Cependant, l'année 2008 marque un changement significatif avec l'élection de Ma Ying-jeou (Kuomintang ou KMT) à la présidence de Taiwan. Ma adopte une approche pragmatique, mettant l'accent sur le renforcement des liens économiques et culturels avec la Chine continentale. Cette période est marquée par une détente relative, avec des accords historiques tels que le Service de Commerce Économique et Culturel entre Taiwan et la Chine, ouvrant la voie à des échanges plus étroits.

Ma fut à l'origine des nouveaux « trois non » pour clarifier la situation entre les deux Chines et contenter tout le monde. Il s'agit : d'un non à l'unification de Taiwan avec la RPC dans un futur proche, le non à toute déclaration d'indépendance de Taïwan, le non à l'usage de la force.

L'élection de Tsai Ing-wen en 2016, cependant, ramène les tensions à l'avant-plan. Tsai et son parti, le Parti démocratique progressiste (DPP), sont perçus comme plus favorables à l'indépendance de facto, ce qui inquiète Pékin. La Chine adopte une position plus ferme, réduisant les contacts officiels avec Taiwan et intensifiant les pressions diplomatiques.

En dépit de ces tensions, des réalités économiques complexes persistent. La Chine est le principal partenaire commercial de Taiwan, et de nombreuses entreprises taïwanaises ont des investissements importants sur le continent. Cela crée un équilibre délicat, où les intérêts économiques incitent à la coopération, tandis que les questions politiques fondamentales maintiennent une tension latente.

En 2022, **la question de Taiwan demeure au cœur des préoccupations géopolitiques mondiales**. Les États-Unis continuant de maintenir un engagement ambigu envers la sécurité de Taiwan, s'abstenant de prendre une position claire sur la question de l'indépendance tout en fournissant un soutien militaire et diplomatique. Les enjeux étaient complexes, mêlant des considérations historiques, politiques, économiques et stratégiques. Pour autant, nous pouvons dire que **cette année constitue un tournant dans les relations entre Chine et Taiwan, avec un regain des tensions et une escalade sans précédent**. Ce nouveau déploiement a fait craindre le pire, alors que le Président chinois Xi Jinping aurait demandé à ce que l'armée Populaire de Libération (APL) soit prête pour une invasion de l'île rebelle.

En mars 2022, lors de la réunion des QUAD, Joe Biden a déclaré vouloir protéger Taiwan en cas d'attaque chinoise. Il n'a pas fallu très longtemps à la Maison Blanche pour revenir à l'ambiguïté stratégique qui caractérise la politique chinoise américaine depuis des décennies⁴. Nonobstant, la Chine, par le biais notamment de son ministre de la Défense, a répété vouloir intervenir et rattacher l'île à la République Populaire quoi qu'il arrive.

⁴ <https://www.washingtonpost.com/politics/2022/05/24/biden-quad-indopacific-china-taiwan/>

Un point central de la montée des tensions est intervenu lors de la visite de la Présidente de la Chambre des Représentant d'alors à Taiwan. Nancy Pelosi a donc été reçue par Tsai Ing-Wen à Taipei alors que Pékin avait mis en garde contre un tel comportement⁵. Suivant cette visite, **Pékin a décidé des manœuvres militaires au large de l'île que peuvent être qualifiée d'inédites depuis près de trois décennies.**

La désescalade a été espérée lors de la rencontre entre Xi Jinping et Joe Biden à Bali en novembre 2022. Mais cela n'a pas permis de faire cesser complètement les intrusions dans l'espace aérien de Taiwan ou dans le détroit. Les tensions autour de Taiwan durant l'année 2022 ont plus été motivées par l'activisme américain que par ce qui se passa à Taipei.

La République populaire de Chine a intensifié ses exercices militaires dans la zone autour de Taïwan en 2023. Ces exercices ont été perçus par Taïwan comme une menace militaire. La **montée de ces tensions a créé l'inquiétude sachant qu'elle a fait craindre pour la sécurité de la zone, avec une possible invasion chinoise de l'île.**

En plus des nombreux exercices militaires dans la zone on peut citer d'autres événements qui ont fait craindre le pire. En février, la Chine populaire a envoyé des avions militaires dans la zone de défense aérienne de Taïwan à 12 reprises, un record. En mars, la Chine populaire a annoncé la création d'une nouvelle force de réaction rapide dans la région de Taïwan. **En avril, les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient fournir à Taïwan des armes supplémentaires**, dont des missiles anti-aériens. La rencontre entre Tsai et le nouveau président de la Chambre des représentants, Kevin McCarty a aussi fait énormément parler et fait craindre le pire (sorte de nouveau cas Pelosi qui avait fait trembler le monde entier).

Pourtant, Anthony Blinken s'est rendu en Chine en juin dernier et Joe Biden et Xi Jinping se sont rencontrés à San Francisco en novembre dernier. La

⁵ https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/02/nancy-pelosi-est-arrivee-a-taiwan-pour-une-visite-sous-tensions_6136950_3210.html

question de Taiwan et les ingérences dans l'élection à venir ont été discutées. La Chine Communiste semble s'être calmée, devant faire face à d'importants problèmes internes.

Le statut de Taiwan demeure l'un des points de tension les plus importants dans la région asiatique, avec des implications importantes pour la stabilité régionale. La Chine continue de considérer Taiwan comme une question de souveraineté nationale, tandis que Taiwan cherche à maintenir sa démocratie et son autonomie. L'avenir des relations entre la Chine et Taiwan reste incertain, avec la possibilité de nouvelles détente ou de crises majeures dépendant de l'évolution des politiques et des événements régionaux et mondiaux.

COMMENT LES DIFFERENTS RESULTATS POURRAIENT MODIFIER L'EQUATION

Option 1 : La victoire totale du DPP ouvre une fenêtre d'invasion sous la présidence de William Lai

Cette option, même si elle paraît difficilement atteignable au vu des sondages qui nous promettent un scrutin serré, peut être celle qui a le plus de répercussions. En effet, une victoire du DPP (présidentielle et législative) exacerberait la coercition militaire entre la Chine et Taiwan. Cela nous ramènerait aux heures les plus sombres des relations entre la Chine et Taiwan avec potentiellement une quatrième crise du détroit de Taiwan.

La République populaire de Chine n'est en effet pas vraiment prête à une invasion, qui pourrait être complexe, et repousse cette possibilité à un horizon plus lointain. En ce sens, la présidente de Taiwan affirme que la Chine doit régler ses propres problèmes internes avant de penser à une invasion de l'île. Mais en cas des pleins pouvoirs donnés au DPP indépendantiste qui s'est fait remarquer ces dernières années pour sa rhétorique directe à l'égard du Continent, la Chine serait poussée à agir.

Une victoire totale du DPP pourrait accroître les tensions entre les deux et s'accompagnerait de sanctions occidentales vis-à-vis des technologies chinoises, de l'exode des entreprises taiwanaises vers le Japon et Singapour. Les **relations de Taipei avec les États-Unis seraient renforcées**, avec un accroissement des ventes d'armes et des visites fréquentes de législateurs américains. Cela attiserait les tensions entre Taiwan et Chine mais aussi entre Chine et Américains.

La Chine verrait un nouveau mandat du DPP comme preuve de l'échec des tentatives de réunification pacifique. Son soutien du KMT serait vu comme un échec au vu de sa situation moribonde. Elle accélérerait ainsi sa coercition militaire sur Taiwan en menant des exercices militaires plus fréquents et plus importants lors des 4 prochaines années. En effet, cette possibilité ouvre plusieurs fenêtres pour une invasion militaire.

Dans le même sens, la Chine multiplierait ses efforts pour améliorer ses capacités de blocus et ainsi se donner les moyens de mener à terme une invasion. L'Armée Populaire de Libération n'est pour le moment pas prête pour une invasion, mais Pékin pourrait décider d'accélérer et de mettre les bouchées doubles en cas de victoire totale du DPP. Cette victoire, serait vue comme une fin de non-recevoir, un message pour Pékin alors que tout espoir n'est plus permis.

Cette escalade chinoise et l'implication américaine accélérerait la marche vers un conflit global ou ce que l'on pourrait appeler une troisième Guerre mondiale. Les Américains pouvant décider d'activer un engrenage infernal qui les mènerait à impliquer les Européens par exemple... Ainsi, Joe Biden dès le début de son mandat avait tourné le dos à la stratégie de Donald Trump pour appeler à une alliance des régimes démocratiques contre les régimes autoritaires. Cet appel visait les européens afin qu'ils adoptent une politique plus ferme à l'égard de la République populaire de Chine.

Le commerce mondial en souffrirait également avec un dérèglement des échanges mondiaux (qui passent par le détroit et qui incluent la Chine) et

principalement du marché des semi-conducteurs. Les entreprises leaders, comme TSMC, pourraient se détourner de Taiwan ou Hong Kong pour préférer le Japon ou Singapour.

Sous le DPP, Taiwan n'accepterait jamais un rapprochement pacifique avec le continent, poussant la RPC à accélérer ses plans d'invasion. Pour autant une invasion reste peu probable étant donné que la Chine connaît des problèmes économiques non négligeables, ainsi qu'une situation interne complexe. De plus la modernisation de son armée doit être privilégiée et accélérée.

Ainsi une victoire totale du DPP signifierait une montée des tensions et une accélération de la coercition, sans que Pékin ne saute le pas même si cela ouvre une fenêtre de tir pour une invasion militaire sous la présidence potentielle de William Lai. En effet, un accroissement des tensions entre Taipei et Pékin associé à plusieurs dates peut encourager le Parti Communiste Chinois à ouvrir la voie de l'invasion militaire.

On peut noter les « fenêtres de tirs » d'une potentielle invasion de Taiwan par la Chine sous une présidence de William Lai: la période de transition américaine entre novembre 2024 et janvier 2025 où potentiellement Joe Biden serait président des États-Unis mais battu ; en 2025, l'année où les chefs militaires de Taiwan prévoient une invasion par la Chine ; 2027 qui est la date du centenaire de l'armée populaire de libération, l'année finale où Xi Jinping a demandé à la fois à son armée d'être de classe mondiale et d'être prête à envahir Taiwan. 2027 est aussi l'année, où le président chinois pourrait être élu une 4^{ème} fois Secrétaire général du Parti Communiste chinois ;

Option 2 : Victoire totale du KMT et un rapprochement entre Taiwan et la Chine

Un gouvernement du KMT (donc une victoire totale de celui-ci) réduirait assurément les tensions. Pékin se dirait qu'il a finalement parié sur le bon « cheval » et que son plan de réunification pacifique peut aboutir... Les liens

économiques avec la Chine seraient accrus également, en suivant une logique observée lors des deux présidences Ma entre 2008 et 2016.

Pour autant, le Taiwan d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui de Ma. En cause, les présidences Tsai qui ont exacerbé les tensions avec la Chine continentale, la révolte tournesol des étudiants en 2014 ou l'exemple de ce qui s'est passé à Hong Kong avec un bafouement des droits de l'homme par la République Populaire de Chine... La population n'accepterait pas un retour en arrière intégral et un rapprochement avec la Chine.

Ainsi le KMT devrait tenter de limiter les tensions et d'opérer un rapprochement avec la Chine, mais des manifestations populaires pourraient rendre cela difficile. Pékin réduirait assurément les exercices militaires comme un gage de gentillesse avec le KMT, mais Pékin continuerait ses préparations d'invasion. Pékin continuerait également sa coercition économique.

Taipei continuerait à accepter les armes américaines pour garantir la sécurité nationale (n'oublions pas les trois non de Ma). Le KMT serait par ailleurs moins enclin à accepter les visites de législateurs américains sur l'île. Cela permettrait de ne pas énerver et provoquer Pékin. Avec le KMT, une invasion chinoise de l'île serait moins probable avec une relance de la coopération politique et économique. Pour autant les discussions pour le rattachement ne devraient pas aller plus loin. Le KMT risquerait de ne contenter ni les plus conservateurs, ni les plus modérés ni les partisans d'un alignement total avec Pékin. En d'autres termes, le KMT serait pieds et poings liés.

Option 3 : Victoire du DPP ou du KMT à la présidentielle, mais incomplète

Cela est l'option la plus probable à l'heure actuelle car les sondages ne laissent pas présager une victoire large de l'un des deux principaux candidats. Selon que l'un ou l'autre soit élu, les orientations seraient telles qu'énoncées précédemment : plus de coercition en cas de victoire du DPP, un rapprochement plus poussé avec le KMT.

Pour autant la présidence n'est pas le seul mandat en jeu le 13 janvier, des élections législatives auront lieu. **Et comme Taiwan est une démocratie, nous pouvons dire que ces élections auront un impact certain.** De plus, alors que nous écrivons ces lignes, il semble certain **qu'aucun parti ne puisse disposer de la majorité absolue**, ainsi c'est bien la collaboration et la discussion qui vont marquer ce mandat.

Dans ce cas, **le TPP aura un rôle important à jouer.** Et donc les politiques taiwanaises devraient être davantage marquées par le pragmatisme, ce qui ne peut que plaire à Pékin. À court terme, si aucun parti principal n'arrive à obtenir une majorité claire, alors nous pourrions nous diriger vers une impasse politique. Cela toucherait les secteurs économique et militaire principalement.

En effet, le **TPP est plus proche du KMT en matière de collaboration économique avec Pékin.** En cas de victoire du KMT ils pourraient s'entendre, mais si c'est le DPP qui l'emporte, alors la politique de Taipei pourrait être moins axée sur l'affrontement et la coercition. En effet, le Parti démocratique progressiste serait obligé de prendre en compte les positions du TPP (partisan d'un rapprochement avec Pékin), ce qui supposerait d'adoucir la sienne sur ces questions. En revanche, en termes militaires, le TPP pourrait être plus proche du DPP en cherchant à renforcer les efforts de défense et en refusant la réunification, au grand dam du KMT.

Ces oppositions expliquent les difficultés d'alliance pré-scrutin et promettent des débats houleux dans une chambre fragmentée. Tout cela devrait ravir Pékin, qui espère une dissension taiwanaise pour mieux se préparer et avancer ses pions. Il est probable que le TPP joue un rôle important à l'avenir, sorte de nouveauté sur l'île habituée au bipartisme depuis la fin de la loi martiale. La présence d'un troisième bloc avec le TPP au Yuan Législatif pourrait conduire à plus de discussions et de compromis.

La campagne a montré déjà l'effet modérateur de la montée du TPP, et pourrait présager ce que sera la vie politique à Taiwan durant les 4 prochaines années. On a vu aussi les changements et les appréhensions des Taiwanais vis-à-vis de la Chine, ce qui explique que Hou ne trouverait pas la même île que lors des présidences Ma.

Les positions politiques tranchées du DPP et KMT, ainsi que leur programme intégral ne devraient pas être appliqués en majorité. Cette modération pourrait en outre plaire aux Occidentaux, qui ne veulent pas voir l'ouverture d'un nouveau front à Taiwan.

Mais à long terme nous pourrions nous diriger vers une impasse politique, ce qui ne présage rien de bon... Sur le long terme cela pourrait accélérer l'invasion chinoise, Pékin voyant qu'après quelques années de blocage politique, le moment est venu pour passer à l'action car l'attention n'est plus la même.

Ainsi dans cette option, Pékin reste maître des choses et la République populaire de Chine pourrait attendre d'être prêt en 2027, pour la fin du 3^{ème} mandat de Xi, pour passer à l'action...

LA CHINE POURRAIT-ELLE ENVAHIR TAÏWAN ?

Cette élection présidentielle taiwanaise se place sous une potentielle invasion militaire par la République populaire de Chine. Cette possibilité est renforcée alors que les deux parties ont pris des positions qui augmentent la probabilité d'un tel scénario. Du côté chinois, Xi Jinping a souligné à plusieurs reprises qu'une réunification était un impératif à la réalisation de « son rêve chinois ». Pour cela, il n'exclut pas une réunification par la force et il a ordonné à l'armée chinoise de se préparer à prendre Taiwan d'ici 2027. Du côté taiwanais, la présidence de Tsai Ing-wen a porté durant son mandat des signaux de plus en plus poussé d'un éloignement de la Chine. Ces différentes prises de position ont intensifié les tensions entre la Chine et Taiwan.

L'intensification des tensions :

Les tensions entre Taïwan et la République Populaire de Chine se sont intensifiées ces dernières années, en raison de plusieurs facteurs, notamment :

- La montée des tensions internationales, notamment l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Cette invasion a montré la volonté de la Chine populaire d'étendre son influence et sa puissance, et a renforcé la détermination de la Chine populaire à réaffirmer sa souveraineté sur Taïwan.
- Le changement de gouvernement à Taïwan en 2016. L'élection de Tsai Ing-wen, une fervente défenseuse de l'indépendance de Taïwan, a été un coup dur pour la Chine populaire.
- Les exercices militaires chinois. La Chine populaire a intensifié ses exercices militaires dans la zone autour de Taïwan, ce qui a été perçu par Taïwan comme une menace militaire.

Les risques d'une guerre :

Les tensions entre la République de Chine et la République Populaire de Chine ont suscité l'inquiétude des États-Unis et d'autres pays de la région, qui craignent que la Chine populaire ne tente d'utiliser la force pour annexer Taïwan.

Une telle guerre serait dévastatrice pour les deux pays et pour la région. Elle pourrait entraîner la mort de millions de personnes, la destruction d'infrastructures vitales et une déstabilisation de l'économie mondiale. Cela n'inclut évidemment pas la probable implication des Occidentaux, ce qui pourrait transformer ce conflit en troisième guerre mondiale.

L'hypothèse d'un conflit serait renforcée dans l'hypothèse d'une victoire du DPP et de son candidat William Lai. Le statu quo serait de plus en plus difficile à maintenir et il est probable que le Parti Communiste chinois soit

tenté d'envahir militairement l'île. À l'aube de l'élection présidentielle à Taiwan, le président chinois a jugé que la réunification était inévitable et même « une fatalité historique ». Nous avons ainsi plusieurs facteurs qui contribuent à une potentielle invasion de Taiwan : la perception d'un Occident et des États-Unis faibles qui n'arrivent pas à soutenir leurs alliés durablement avec une lassitude des opinions publiques occidentales (1) ; les peuples occidentaux sont victimes d'un effondrement de leur pouvoir d'achat qui les conduisent à être plus attentifs à la fin du mois qu'à la fin du monde (2) ; l'attention occidentale est retenue par la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient, divisant les ressources des États-Unis (3) ; l'issue de la guerre en Ukraine qui semble se tourner vers une issue favorable pour Vladimir Poutine (4) ; la position de Xi Jinping qui a besoin d'une victoire symbolique après l'échec de la politique zéro covid et les difficultés sur le plan interne (5) ; l'évolution de Taiwan qui éloigne la perspective d'un rapprochement pacifique notamment dans l'hypothèse d'une troisième victoire de suite du DPP (6) ; une fenêtre de tir inédite sous la potentielle présidence de William Lai (7).

Facteur 1 : La perception d'un Occident affaibli

L'Occident est considéré comme affaibli par la Chine depuis la crise financière de 2008 qui a mis mal le système financier mondial mais en particulier celui de New York et des places européennes. De plus, l'Europe a été davantage touchée par cette crise avec la crise des dettes souveraines plongeant les économies européennes dans une difficulté importante. Dans le même temps, la Chine a fait la démonstration de sa puissance et de ses progrès lors des Jeux Olympiques de 2008, fruit des modernisations impulsées par Deng Xiaoping dans les années 80.

Dans ce contexte, le Parti Communiste chinois s'est choisi un leader, Xi Jinping, le troisième empereur rouge après Mao Tse-Tong et Deng Xiaoping. Le nouveau Secrétaire général du PCC, qui a réformé la Constitution pour inscrire sa pensée et enlever la limite de mandats, doit porter « le rêve chinois » consacrant la Chine comme 1^{ère} puissance mondiale d'ici le

centenaire de la création de la République populaire de Chine en 2049. Cet objectif doit permettre à la Chine de tourner le dos au siècle de l'Humiliation débuté avec les guerres de l'Opium afin de faire de la Chine la première puissance mondiale sur l'ensemble des secteurs (économique, militaire, diplomatique, technologique, etc.), ce qui comprend la réunification avec Taiwan et bâtir une société prospère sous des principes imprégnés du confucianisme.

Dans l'accomplissement de cet objectif de faire de la Chine, la première puissance mondiale, le président chinois a souhaité inscrire son pays comme la voix principale de l'alternative au modèle occidentale jugé décadent et en déclin. Dans sa volonté de montrer la supériorité de la Chine, Xi Jinping est dans une guerre de modèle avec notamment l'Occident.

Facteur 2 : l'affaiblissement du pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires occidentales qui se préoccupent davantage de la fin du mois que de la fin du monde

Les classes moyennes et populaires occidentales sont lassés des différents soutiens à des conflits militaires dans le monde qu'ils touchent le Moyen-Orient ou l'Ukraine où l'on observe une lassitude des opinions publiques. Cela s'explique par différentes raisons.

L'une des premières raisons est l'évolution de la situation économique marquée par l'inflation et la chute de pouvoir d'achat des ménages.

Pendant plus de 30 ans, l'inflation, c'est-à-dire la hausse généralisée et durable des prix des biens et services, est restée basse. En France, elle oscillait entre 0 et 3%, voire 4%. Depuis l'été 2021, l'inflation a brusquement augmenté en passant de 1,5% à 6,8% entre juillet 2021 et juillet 2022. Dans certains pays européens, l'inflation atteint 10, voire 20%. Cette hausse des prix a conduit à une baisse du pouvoir d'achat des ménages. En effet, selon les calculs de l'UBS¹³, les salaires réels étaient en baisse de 13 % en Espagne, de 11 % en Italie, de 9 % en Allemagne. Ces chiffres sont les plus importants de ces dernières décennies, puisque même en cas de grave crise, les salaires

réels ne baissent rarement de plus de 1%. Ainsi, la préoccupation première des citoyens des pays occidentaux reste principalement le pouvoir d'achat au détriment de l'ensemble des autres thématiques dont le soutien à l'Ukraine.

La **seconde raison repose sur les conséquences du conflit notamment en termes d'évolution des prix dont ceux sur l'énergie**. Une partie des peuples des pays occidentaux estime qu'ils paient un double prix de l'aide de leur pays en faveur de l'Ukraine. D'une part, une partie de l'argent public n'est pas destinée en faveur des résidents et des citoyens mais à destination de l'Ukraine afin d'alimenter l'effort de guerre. D'autre part, le conflit qui dure, entraîne des conséquences dans l'instabilité des marchés, notamment dans les prix de l'énergie, de l'alimentaire, etc. Cette situation est accentuée par la politique de sanction qui est mal vécue par une partie des citoyens des pays occidentaux. À ce titre, le conflit entre Israël et le Hamas pourrait déboucher sur un nouveau choc pétrolier qui complexifierait davantage la situation. En cas de nouveau choc pétrolier, les effets sur nos économies seraient bien pires que ceux ressentis après l'invasion russe de l'Ukraine.

Facteur 3 : l'attention occidentale est déjà divisée par la guerre en Ukraine et le Moyen-Orient

Les capitales occidentales sont concernées par la multiplication des fronts pouvant déboucher sur une extension du conflit. La guerre en Ukraine débutée en février 2022 connaît un tournant plutôt défavorable pour l'Occident. Tandis que la guerre entre Israël et le Hamas débouche sur une nouvelle phase pouvant entraîner une régionalisation du conflit en raison de la durée et la dureté des combats.

La politique de Poutine en Ukraine menace directement l'Europe qui peut voir des multiplications de front en raison de la volonté de Poutine d'affaiblir l'OTAN qu'il juge comme une menace pour son pays et l'Union européenne qui propose une voie alternative différente à ce qu'il souhaite pour les pays de sa zone d'influence. Ainsi, il n'est pas exclu que les européens se

concentrent davantage sur des menaces à proximité de leurs frontières plutôt que d'intervenir à Taiwan en cas d'invasion de la part de la Chine. Dans cette hypothèse, les États-Unis seraient seuls en lice pour apporter un soutien important à la défense de l'île.

De la même manière, l'évolution de la situation au Moyen-Orient mobilise les chancelleries occidentales qui craignent de voir un conflit régionalisé avec les entrées en guerre du Hezbollah au Liban et de l'Iran. Les méthodes israéliennes heurtent les opinions publiques du monde arabes qui pourraient contraindre leur dirigeant à agir parfois contre leur gré. Ainsi, les diplomates occidentaux concentrent leurs efforts depuis les attentats terroristes du Hamas du 7 octobre pour éviter que la situation ne s'enflamme.

Facteur 4 : L'issue de la guerre en Ukraine tourne en faveur de Vladimir Poutine

L'échec de la contre-offensive ukrainienne et l'affaiblissement du soutien occidental marqué par la difficulté des États-Unis d'apporter une aide supplémentaire, sont des signes négatifs pour Zelensky et l'Ukraine. La victoire de la Russie en Ukraine constituerait un symbole sur la fin de la domination occidentale. En effet, cela voudrait dire que les sanctions occidentales ont moins d'effet que par le passé et que les aides militaires ne sont plus autant game-changer. Ainsi, il ne faut pas douter que les services de communication de la Russie et de ses alliés ne vont pas hésiter à démontrer la supériorité de leur modèle par rapport à celui de la démocratie libérale. Si par cas, cela n'aura pas forcément d'effet sur nos démocraties ou à minima mineur, cela pourrait cependant convaincre d'autres pays du Sud Global qui hésitaient.

Dans la même idée, cela pourrait donner une motivation supplémentaire à d'autres comme la Chine pour agir et défier l'Occident notamment à Taiwan. Il est probable que Xi Jinping observe avec attention la situation en Ukraine pour parfaire son éventuelle invasion de Taiwan. D'un côté, il doit regarder

l'efficacité et le mode opérationnel du soutien occidental pour soutenir un État moins puissant que son voisin. De l'autre côté, il observe aussi que les opinions publiques se lassent et que le temps long peut jouer en faveur des régimes autoritaires à la différence de la Seconde Guerre mondiale ou de la Guerre froide. Dans l'hypothèse, d'un affaiblissement important de l'aide occidentale en Ukraine, quelle crédibilité restera-t-il à l'Occident et en particulier aux États-Unis dans la défense de l'Ukraine ?

Facteur 5 : Xi Jinping a besoin d'une victoire symbolique

Alors que les différents scénarios prévoyaient que la Chine allait facilement dépasser les États-Unis comme première puissance économique mondiale, plusieurs changements ont mis à mal ces scénarios.

Tout d'abord, la politique de zéro-covid menée par le Parti communiste chinois a placé la Chine dans une difficulté économique importante. Ces difficultés ont même été admises par les dirigeants du PCC habituellement peu habitués à confesser ce genre de mauvaises nouvelles. Ainsi, la Chine visait 5% de croissance pour l'année, très loin de la croissance à deux chiffres affichés ces derniers temps. Ensuite, la Chine fait face à plusieurs difficultés conjoncturelles : consommation intérieure en berne, crise de l'immobilier, etc. Enfin, la Chine fait face à des difficultés structurelles comme le vieillissement de la population, la difficile transition de son économie, etc.

L'enchaînement de ces mauvaises nouvelles économiques et la difficulté à y répondre vont mettre à mal les projets de rêve chinois de Xi Jinping notamment dans sa volonté de créer une société harmonieuse fondée sur la prospérité commune. Ainsi, il pourrait être tenté d'apporter à son peuple, une victoire symbolique par la réunification avec Taiwan et montrer la supériorité de la puissance chinoise même face à une aide américaine.

Facteur 6 : l'évolution de Taiwan éloigne la perspective d'une réunification pacifique

Comme nous l'avons écrit, la Chine et Taiwan n'ont jamais paru aussi éloignés depuis 1949. La double victoire de l'actuelle présidente Tsai Ing-wen démontre que les Taiwanais s'éloignent petit à petit de la Chine. Tandis que cette dernière commet des erreurs dans la perspective d'un rapprochement pacifique. En effet, les déclarations de Xi Jinping en faveur d'une invasion militaire ont fortifié la position de l'actuelle présidente qui était pourtant en difficulté dans les sondages. Ainsi, la Chine pourrait commettre la même erreur qu'avec la présidence de Lee Teng-hui et Chen Shui-bian.

Facteur 7 : des fenêtres de tirs d'invasion sous une présidence potentielle de William Lai

On peut noter les « fenêtres de tirs » d'une potentielle invasion de Taiwan par la Chine sous une présidence de William Lai: la période de transition américaine entre novembre 2024 et janvier 2025 où potentiellement Joe Biden serait président des États-Unis mais battu (1) ; en 2025, l'année où les chefs militaires de Taiwan prévoient une invasion par la Chine (2) ; 2027 qui est la date du centenaire de l'armée populaire de libération, l'année finale où Xi Jinping a demandé à la fois à son armée d'être de classe mondiale et d'être prête à envahir Taiwan. 2027 est aussi l'année, où le président chinois pourrait être élu une 4^{ème} fois Secrétaire général du Parti Communiste chinois (3) ;

Les perspectives :

La situation est très incertaine et il est difficile de dire si les tensions peuvent être désamorçées. La **Chine populaire a montré qu'elle est prête à utiliser la force pour atteindre ses objectifs**, et elle dispose d'une puissance militaire considérable. Pour autant elle ne semble pas prête pour une invasion, étant confrontée au ralentissement de son économie ou au manque de préparation de son armée.

La République populaire de Chine est devenue une puissance militaire majeure au cours des dernières décennies. Elle a investi massivement dans son armée, et sa puissance militaire est désormais comparable à celle des États-Unis. Les forces armées chinoises sont composées de l'Armée populaire de libération (APL), de la Marine de l'Armée populaire de libération (PLAN), de la Force aérienne de l'Armée populaire de libération (PLAAF) et du Corps de missiles stratégiques de l'Armée populaire de libération (CMSA).

L'APL est la plus grande armée du monde, avec environ 2 millions de soldats en service actif. Elle est équipée d'un large éventail d'armes, notamment des chars, des canons, des avions et des missiles. Le PLAN est la deuxième plus grande marine du monde, avec une flotte de plus de 300 navires. Elle est équipée de porte-avions, de sous-marins, de destroyers et de frégates. La PLAAF est la troisième plus grande force aérienne du monde, avec une flotte de plus de 2 000 avions. Elle est équipée d'avions de combat, d'avions de transport, d'avions de reconnaissance et d'avions de guerre électronique. Le CMSA est responsable de la gestion de l'arsenal nucléaire chinois. Il dispose d'une force de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) capable de frapper n'importe quelle cible dans le monde.

La Chine a investi massivement dans la modernisation de ses forces armées au cours des dernières décennies. Elle a acquis de nouvelles technologies, notamment des avions de combat furtifs, des porte-avions et des missiles hypersoniques. Ces efforts de modernisation ont permis à la Chine de se rapprocher des États-Unis en termes de puissance militaire. La Chine est désormais capable de projeter sa puissance militaire à l'échelle mondiale, et elle est devenue une force de plus en plus importante dans l'équilibre des pouvoirs mondiaux.

Taïwan, quant à elle, a renforcé ses défenses et a reçu le soutien des États-Unis et d'autres pays. Mais on peut légitimement se demander si son armée serait en mesure de se défendre, malgré des plans pour contrer l'invasion qui ont été pensés.

Les forces armées taïwanaises sont composées de l'Armée de la république de Chine (ARC), de la Marine de la république de Chine (MRC) et de la Force aérienne de la république de Chine (FAC).

L'ARC est la plus grande branche des forces armées taïwanaises, avec environ 200 000 soldats en service actif. Elle est équipée d'un large éventail d'armes, notamment des chars, des canons, des avions et des missiles. La MRC est la deuxième plus grande branche des forces armées taïwanaises, avec environ 40 000 soldats en service actif. Elle est équipée de destroyers, de frégates, de sous-marins et de navires de guerre amphibies. La FAC est la troisième plus grande branche des forces armées taïwanaises, avec environ 30 000 soldats en service actif. Elle est équipée d'avions de combat, d'avions de transport, d'avions de reconnaissance et d'avions de guerre électronique.

Taïwan a investi massivement dans la modernisation de ses forces armées au cours des dernières décennies. Elle a acquis de nouvelles technologies, notamment des avions de combat F-16, des destroyers de classe Taïwan et des missiles anti-aériens Patriot. Ces **efforts de modernisation ont permis à Taïwan de renforcer sa capacité de défense face à la Chine populaire.** Taïwan est désormais mieux équipée pour faire face à une invasion chinoise, mais elle reste confrontée à un déficit important de puissance militaire par rapport à la Chine.

Les efforts de modernisation de Taïwan ont des implications importantes pour la sécurité régionale et mondiale. Ils montrent que Taïwan est déterminée à défendre son indépendance, et ils pourraient conduire à une nouvelle course aux armements dans la région Asie-Pacifique.

Les États-Unis et d'autres pays de la région soutiennent les efforts de modernisation de Taïwan. Ils craignent que la Chine ne cherche à utiliser sa puissance militaire pour menacer Taïwan ou pour modifier le statu quo dans la région.

Les forces armées de Taïwan sont nettement moins puissantes que celles de la Chine populaire. La Chine populaire dispose d'une population beaucoup plus importante que Taïwan, et elle consacre un budget militaire beaucoup plus important à ses forces armées. En termes de personnel, la Chine populaire a environ 2 millions de soldats en service actif, contre environ 200 000 pour Taïwan. En termes d'équipement, la Chine populaire dispose d'une flotte de porte-avions, de sous-marins nucléaires et de missiles balistiques intercontinentaux, tandis que Taïwan n'a pas de porte-avions et que sa flotte de sous-marins est beaucoup plus petite.

Néanmoins, Taïwan dispose de certains avantages par rapport à la Chine populaire. Taïwan est une île, ce qui lui donne un avantage stratégique. Taïwan est également soutenue par les États-Unis et d'autres pays de la région, qui pourraient fournir une aide militaire en cas d'invasion chinoise.

Nouveaux développements :

En plus des facteurs mentionnés plus tôt, les tensions entre Taïwan et la Chine communiste ont été exacerbées par l'annonce de la création d'une nouvelle force de réaction rapide par la Chine populaire en mars 2023. Cette force est chargée de mener des opérations militaires dans la zone autour de Taïwan. Les tensions entre Taïwan et la Chine populaire se rapprochent d'un point de non-retour.

Il est important de noter que la situation est encore incertaine et qu'il est possible que les tensions se désamorcent. Cependant, les risques d'une guerre sont réels et il est important de prendre ces risques au sérieux.

Pourquoi un conflit mondial pourrait davantage voir le jour en mer de Chine méridionale plutôt qu'ailleurs ?

La **mer de Chine méridionale est devenue un point chaud potentiel pour un conflit mondial majeur**, plus que d'autres régions dans le monde, suscitant des inquiétudes concernant la possibilité d'une troisième guerre mondiale. Si des tensions existent dans d'autres régions, comme le Moyen-Orient et l'Europe, avec la guerre en Ukraine, plusieurs facteurs spécifiques à la mer de Chine méridionale la rendent plus susceptible d'être un catalyseur d'une guerre plus large.

Importance géostratégique et richesse en ressources

La mer de Chine méridionale revêt une importance stratégique immense en raison de sa situation stratégique au carrefour des grandes routes maritimes, reliant les océans Indien et Pacifique. Il s'agit d'un passage crucial pour le commerce mondial, transportant environ un tiers du commerce maritime mondial. Les vastes réserves de pétrole, de gaz et d'autres ressources naturelles dans la mer de Chine méridionale renforcent encore sa valeur stratégique. Cela explique les îles artificielles et militarisées créées par la Chine et les revendications de tous les pays de la zone pour contrôler les eaux territoriales. On parle de la Chine et de Taiwan (ce contrôle fut à l'origine de certains conflits entre les deux Chines sachant que Taiwan contrôle des îles proches de la Chine) mais aussi le Vietnam, les Philippines, la Malaisie ou Brunei. À ce petit jeu, la Chine est le pays le plus en réussite et cela peut inquiéter, car ils se montrent territoriaux et actifs. Ainsi quiconque remettra en cause leur leadership dans la zone en paiera le prix.

Le résultat des élections à Taiwan est capital, car en cas d'activisme, de militarisation et de prospection de la part de Taiwan, les tensions pourraient monter.

L'essor de la Chine et sa politique étrangère affirmée

La croissance économique rapide et la modernisation militaire de la Chine l'ont transformée en une puissance mondiale, défiant l'ordre établi dominé par les États-Unis. La politique étrangère affirmée de la Chine, en particulier dans la mer de Chine méridionale, a été rencontrée avec résistance de la part des États-Unis et de leurs alliés, ce qui a accru le risque d'une erreur de calcul ou d'une confrontation.

Le fait que l'économie chinoise ne va pas aussi bien que prévu (ou que ce que le PCC veut bien dire) pourrait insister le parti à passer à l'action en mer de Chine méridionale et à Taiwan. Pour flatter l'égo nationaliste des Chinois, mais aussi pour s'assurer de nouvelles mannes en matières premières ou au pire mettre la main sur les fabriques de puces taiwanaises.

Potentiel d'escalade et effet domino

Un conflit en mer de Chine méridionale pourrait s'intensifier rapidement, entraînant les puissances régionales et déclenchant potentiellement une guerre plus large. La présence de forces militaires américaines dans la région et les capacités navales croissantes de la Chine augmentent le risque de collisions militaires directes. Un conflit pourrait également se propager à d'autres régions s'il perturbe le commerce mondial ou menace les intérêts d'autres puissances.

Joe Biden a répété à 4 reprises qu'il serait prêt à intervenir et défendre Taiwan en cas d'attaque. Ainsi si la Chine va trop loin dans la coercition militaire et l'appropriation des îles, il y a fort à parier que les États-Unis interviendraient. Ils pourraient ainsi inciter leurs alliés de la zone (Corée du Sud, Japon, Philippines ou Australie) ainsi que les membres de l'OTAN à rentrer dans la danse. La Chine ne serait pas en reste avec les pays de l'Organisation de Shanghai ou la Corée du Nord (qui est très active récemment). En définitive, tous les ingrédients seraient réunis pour un

affrontement mondial et une guerre globale, qui impliquerait davantage de pays que ceux de la zone.

Points de vue d'experts et développements récents

Plusieurs experts ont exprimé des préoccupations quant à la possibilité d'une troisième guerre mondiale éclatant en mer de Chine méridionale. Dans un sondage réalisé en 2022 par l'Eurasia Group, 40 % des experts ont identifié la mer de Chine méridionale comme le point chaud le plus probable pour un conflit majeur.

Des développements récents ont encore intensifié les tensions. En 2023, la Chine a mené des exercices de tirs à blanc dans les eaux contestées, et il y a eu plusieurs collisions à proximité entre des navires militaires chinois et américains. L'administration Biden a réaffirmé son engagement à défendre la liberté de navigation en mer de Chine méridionale, tandis que la Chine a continué à faire valoir ses revendications territoriales.

Toute erreur de calcul ou mauvaise déclaration pourrait mettre le feu aux poudres et déclencher une escalade néfaste. Cette zone est importante stratégiquement, riche en ressources naturelles et sur laquelle les revendications internationales sont nombreuses. Ainsi, l'élection à Taiwan pourrait servir de détonateur et c'est pour cela qu'elle sera scrutée.

CONCLUSION

Les élections du 13 janvier prochain promettent d'être d'une grande importance pour l'avenir de l'île de Taiwan. La présidente sortante, Tsai Ing-wen ne pouvant plus se représenter, un nouveau dirigeant taiwanais va émerger en janvier, ce qui signifiera à coup sûr un changement de politique sur l'île. Cela pourrait se traduire par plus ou moins de tensions et de coercition avec la République populaire de Chine.

Ce moment charnière dans l'histoire politique de Taiwan s'explique par les derniers événements et par un climat tendu dans la zone. Ainsi, selon le résultat des élections présidentielle et législatives, l'Indopacifique et surtout le détroit de Taiwan, vont être des zones à surveiller en 2024 et à l'avenir. Nous pourrions nous diriger vers un conflit régional qui pourrait évoluer vers un conflit mondial.

Pourtant, les sondages sur les futurs scrutins montrent que ces élections seront très incertaines et que ce devraient être le pragmatisme et la modération qui vont dominer sur l'île suivant les élections. L'émergence du TPP explique ces difficultés d'adopter une politique extrême vis-à-vis de la Chine Continentale.

Cette forme d'incertitude et de fragmentation politique à venir sur l'île rebelle convient parfaitement à Pékin. En effet, la République Populaire de Chine s'est fixée 2027, anniversaire de la fondation de l'Armée Populaire de Libération et dernière année du mandat du troisième mandat de Xi Jinping, pour lancer son invasion. L'armée chinoise n'est pas prête à se lancer dans une invasion à l'heure actuelle, alors qu'elle serait difficile à mener et que l'armée n'est pas encore suffisamment préparée pour faire face à l'armée taiwanaise qui a préparé la défense d'une île à la géographie hostile, et surtout pour prendre le dessus sur les armes américaines et l'armée états-unienne.

Le temps va donc assurément jouer en la faveur de Xi, alors que les Chinois seront focalisés durant les 3 prochaines années sur la modernisation de l'armée pour être fin prêt à passer à l'acte. Ainsi la coercition et les exercices chinois devraient continuer, en grandissant en intensité et en nombre, sans toutefois que la ligne rouge soit passée, sans quoi le ton devrait monter. De l'autre côté du Pacifique, il faut dire que la prochaine élection présidentielle américaine pourrait aussi avoir un impact important. Donald Trump s'est toujours montré plus ferme vis-à-vis de la Chine, alors que Joe Biden a toujours privilégié une approche pragmatique et plus modérée...

En conclusion, l'élection présidentielle taiwanaise possède une importance cruciale. En fonction du scénario, nous avons plus ou moins de chance d'avoir une invasion militaire de l'île. Ainsi, nous observons qu'une élection de William Lai ouvre une fenêtre de tir pour une telle possibilité. Dans cette hypothèse, les relations entre la Chine et Taiwan seraient de plus en plus complexes, entraînant Xi Jinping dans un scénario similaire à celui de son homologue russe, Vladimir Poutine. Pour éviter que la situation lui échappe, le président chinois serait tenté de procéder à la réunification par la force.

Par **Pierre Clairé**, directeur adjoint des études du Millénaire

William Thay, président du Millénaire

Crédit photo : [President Tsai Ing-wen avec Vice-President William Lai](#) via Wikimedia Commons sous licence [CC BY 2.0 DEED](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*